

JEAN-CLAUDE MARTINEZ

2017
LE MONDE
A BESOIN DE LA FRANCE

La France, le monde, **la Vie !**

*Rien n'est jamais écrit,
pour les hommes et pour les nations.
Hillary Clinton en a été l'illustration
et Donald Trump, comme François Fillon, la démonstration.*

*La France n'est donc pas irrémédiablement enlisée.
Il va lui suffire de redéployer ses ailes de géant,
sur ses 500 archipels et ses trois océans,
et de Saint-Laurent-du-Maroni à la Nouvelle-Calédonie,
nous allons écrire la suite du récit national aux 1500 ans :
Il était une nouvelle fois la France...*

Jean-Claude Martinez

2017 LE MONDE A BESOIN DE LA FRANCE

LA FRANCE LE MONDE LA VIE

Je dédie ce livre programme à tous les maires qui endossent les responsabilités d'un monde éclaté sans avoir reçu les pleins pouvoirs pour le gouverner et qui, en résolvant chaque jour des problèmes, plutôt que de se limiter à en discuter, permettent à la France de continuer à exister.

Pr Jean-Caude Martinez

La présidentielle “plus haut, plus grand”

“Certes, sur la plupart des grandes affaires en cours, la France parle encore et le Paris des attentats suscite au cœur des hommes une émotion planétaire. Mais nous le savons tous, en Syrie, au Liban, en Israël ou même dans l’Allemagne de madame Merkel négociant seule avec la Turquie le sort des migrants, vingt ans de dirigeants sans vision nous ont enfermés dans l’impasse. Diplomatie, militaire, navale, européenne, économique, fiscale, agricole et même visuelle, puisqu’ils nous ont fait perdre jusqu’à la vision périphérique de ce que nous sommes : un empire maritime sur tous les océans, une nation géographiquement “Monde” de Dunkerque à la Terre Adélie, de Clipperton à Nouméa.

La priorité de 2017 c’est donc de définir une politique portée par un désir de France libre, consciente de son destin dans le concert des nations et se redonnant, par le travail soutenu et l’intelligence des réalités, tous les moyens concrets, de l’école refondée au creuset national de l’armée reconstituée, en passant par une économie fiscalement libérée, de revenir à l’avant-garde du monde et d’éclairer la route commune des nations”.

Pr Jean-Claude Martinez

Sommaire

LA FRANCE

- 1- **LA FRANCE EN ENTIER** : notre empire des mers / 21
- 2- **LA FRANCE MONDE** : de Dunkerque à la Terre Adélie / 22
- 3- **DÉFENSE** : la France réarmée / 24
- 4- **EMPLOI** : la révolution des droits de douane déductibles / 26
- 5- **FISCALITÉ** : sortir de l'impôt sur le revenu du travail / 28
- 6- **AGRICULTURE** : le matin des paysans / 32
- 7- **JUSTICE** : le retour du peuple / 34
- 8- **INFORMATION** : désoligarchiser les médias / 36
- 9- **SÉCURITÉ** : les Quatre solutions / 38
- 10- **ISLAM** : gallicaniser... / 40
- 11- **PRISONS** : délocaliser pour oxygéner / 42

LE MONDE

- 1- **DIPLOMATIE** : le retour / 46
- 2- **EUROPE** : les grandes solutions / 48
- 3- **MEDITERRANÉE** : le coeur stratégique français / 50
- 4- **AFRIQUE DU NORD** : le Maghreb unifié, notre sécurité / 52
- 5- **750 MILLIONS DE FRANCOPHONES** : la communauté de destin / 54
- 6- **1 MILLIARD DE LATINS** : l'alliance de civilisation Europe Amérique latine / 58
- 7- **26.000 MILLIARDS D'ÉVASION FISCALE** : l'imposition mondiale des multinationales / 60
- 8- **55.000 MILLIARDS DE DETTES** : la conférence mondiale des désendettements / 62

LA VIE

- 1- **LA RÉVOLUTION POLITIQUE DE LA VIE** : une destination / 66
- 2- **ALZHEIMER, ANTIBIOTIQUES** : les deux défis / 68
- 3- **HÔPITAL, MÉDECINS** : le Plan Lazare / 70
- 4- **PERSONNES ÂGÉES** : un haut commissaire à la Vie / 72
- 5- **JEUNES, UNIVERSITÉ** : le Plan Minerve / 74
- 6- **DÉVIRTUALISER LES SERVICES PUBLICS** : le Plan Hermès / 77

- FINANCEMENT** 1- **FINANCER QUOI ?** / 80
- 2- **FINANCER COMMENT ?** / 82

De Dunkerque à la terre Adélie... Avoir la dimension.

Evidemment, quand il y a le feu à la maison, on appelle les pompiers. Alors, dans la maison France, du Bataclan à Saint-Etienne du Rouvray, mais aussi de l'emploi à l'immigration, la fiscalité ou la Méditerranée des réfugiés, bien des braises risquant de s'enflammer, naturellement la présidentielle de 2017 veut élire un pompier.

Mais comme à chaque présidentielle le pays fait toujours ce même choix, on voit bien que celui-ci ne marche pas, puisque depuis 35 ans les risques d'incendie sont toujours là.

Par exemple, en juillet 1995 déjà, au RER B St Michel à Paris, une bombe faisait huit morts. Si elle n'était pas signée Daesh, mais GIA, Khaled Kelkal, un des poseurs, avait déjà été libéré par un juge, comme 21 ans après Adel Kermiche, un autre franco algérien l'a été à son tour. Avec la suite que l'on sait.

Voilà les faits. Sur trois décennies, l'essentiel des problèmes reste toujours posé. Ceux des «petits» délinquants franco-immigrés des banlieues qui passent à l'acte, ceux des juges qui les libèrent et bien sûr tous les autres qui font les chapitres d'un projet politique qu'un candidat présidentiel doit porter.

La conclusion s'impose dès lors. Les problèmes, même brûlants, ne se règlent pas dans l'urgence avec des pompiers, mais en traitant en amont les causes qui les ont engendrés.

Le programme présidentiel de 2017 n'a pas dans ces conditions à être dicté par l'actualité télévisée, mais par l'histoire, la géographie et les responsabilités dont nous avons héritées. Sur la Méditerranée qui est notre frontière, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie où passe notre glaciaire, le Sahel qui est notre confins et l'Afrique aux 7000 km de Dunkerque à Kinshasa où dans une génération notre langue aura un milliard de locuteurs en une communauté francophone de puissance et de destin.

12



Madame, Monsieur le maire

Le 23 avril 2017 nous allons voter. Evidemment pour élire le président de la République et choisir ainsi les solutions aux problèmes que nous connaissons. Et ils sont légion. Avec notamment :

I - Le constat : La liste de nos problèmes

- Nos 202 000 éleveurs et nos 49 600 producteurs laitiers dans le ciseau meurtrier des prix de vente en baisse et des coûts de production en hausse ;
- Nos 6 429 900 compatriotes encore au chômage en juin 2016 ;
- Notre dette publique de 2195 milliards d'euros qui augmente de 2665 euros par seconde ;

- L'avalanche de 340 impôts et taxes que nous devons supporter, avec leur effet de masse et de casse ;
- Nos 2,5 millions d'analphabètes chez les plus de 18 ans, après pourtant plus d'un siècle d'école obligatoire et gratuite ;
- Nos campagnes médicalement désertifiées et nos communes rurales tout à la fois privées de vraies ressources fiscales dynamiques leur permettant d'investir et trop souvent enfermées dans des communautés ou des agglos entravant leur liberté d'action.

Pour tout couronner, notre pays subit aussi :

- Les attentats, avec même des policiers abattus dans leur propre maison ;
- Les vagues de réfugiés, avec des campements à Calais ou ailleurs ;
- Des meurtres à la kalachnikov en série dans des quartiers de Marseille ;
- Sans parler de quelques détails qui en disent beaucoup de l'état où en est arrivé notre pays, avec 2000 cas de gale, les publicités anti-poux dans les vitrines des pharmacies, les prisons avec des rats, voire la drogue en libre circulation et la tuberculose qui se réinstalle.

Voilà, madame, monsieur, le constat. Connu de tous et depuis des années. Parce que ce n'est pas d'aujourd'hui qu'à Trappes, Roubaix, dans la rue ou à la télévision, les poules françaises ne reconnaissent plus leurs poussins.

Par exemple pour le chômage, le problème remonte jusqu'aux présidents Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, avec le premier million de chômeurs en 1976, les 2 millions en 1981 ou les 3 millions en 1993.

Alors concrètement, en 2017, quelles sont les solutions ?

II - Les solutions des partis : leur inefficacité

Les candidats des partis nous ont fait leurs propositions. Elles sont dans les livres qu'ils signent et les programmes qu'ils mettent en ligne.

1°) POUR L'EMPLOI : L'imposture de la baisse des cotisations après 23 ans de baisse sans efficacité

Que disent ils ?

Par exemple pour l'emploi, ils nous proposent, en remède anti chômage, de baisser les cotisations sociales sur les bas salaires. Or depuis 1993, les lois Balladur du 7 juillet 1993, Juppé de 1995, Robien du 11 juin 1996, Aubry I et II de 1998 et janvier 2000, Fillon du 17 janvier 2003 ou encore en 2014 le pacte de responsabilité de Fr. Hollande, ont déjà fait cela. 82 mesures d'allègements des charges ont été prises en deux décennies. Avec le résultat que vous voyez : non seulement le chômage de masse 23 ans après est encore là, mais ces baisses de cotisations ont engendré une hémorragie financière de 33 milliards d'euros chaque année pour le budget de la sécurité sociale.

Pour compenser ces pertes, la CSG a été augmentée, d'un taux de 1,1 % en 1991 à un taux de 7,5 % dès 1998, des emprunts ont été contractés une dette sociale, encore de 161 milliards d'euros aujourd'hui, est née, engendrant à son tour, une nouvelle imposition, la CRDS d'Alain Juppé de 1996, pour tenter de l'amortir.

Pire, ce trou de la sécurité sociale, ainsi provoqué en dommage collatéral pour tenter de boucher le trou du chômage, a entraîné, à la recherche d'économies massives :

- la fermeture de maternités ou d'hôpitaux,
- la programmation méthodique de la diminution du nombre de médecins,
- la désertification médicale qui a suivi et donc les restrictions de soins,
- le plafonnement de la courbe d'espérance de vie qui n'augmente plus,
- et, en stade suprême de cette recherche aveugle d'économies, la loi Hollande du 2 février 2016 sur la sédation profonde des grands malades.





Voilà le résultat de la baisse des cotisations toujours proposée par François Fillon. Alors que l'expérience a montré que la mesure ne marche pas vraiment et qu'elle ne peut pas marcher. (INSEE, Etd.et Stat.2009,429,77).

Dès lors en effet que l'Union européenne a accepté, dans les négociations commerciales de l'OMC, la suppression de nos protections douanières, inévitablement nos producteurs sont en concurrence avec ceux de Chine et des pays émergents. C'est à dire des pays où les travailleurs ne dorment que 35 heures par semaine, les grèves sont absentes, le salaire journalier n'est que de 2 dollars, et la santé n'est pas une préoccupation. Dans ces conditions, nos emplois, même si on leur supprime la totalité des 440 milliards de cotisations sociales qu'ils supportent, resteront toujours moins compétitifs. D'où leur disparition dans la mondialisation.

D'autant qu'en parallèle, notre politique étrangère sanctionnant la Russie et hier encore l'Iran, a privé nos paysans et nos industries, automobile, aéronautique ou de l'eau, de marchés créateurs d'emplois.

Dès lors, chacun comprend que résultant à la fois des *emplois détruits par la mondialisation*, des *emplois sans preneurs faute de formation adaptée* et des *emplois non créés*, parce que les employeurs doutent et redoutent devant un monde politique qui les déroutent, le chômage ne peut être causalement traité par le joker des baisses des cotisations sociales.

2°) Pour la fiscalité :
L'imposture de la suppression proposée des 5 milliards de l'ISF, dans un pays supportant 1000 milliards d'impôts.

La même conclusion s'impose pour les autres propositions des candidats. Par exemple pour la fiscalité. Là, on peine à croire qu'à leur niveau, ils puissent avancer des solutions aussi inadaptées aux réalités

d'une économie dématérialisée et mondialisée.

Jugez vous même :

Alors que la France supporte 1000 milliards d'euros de prélèvements obligatoires, soit 45% de notre production économique annuelle confisquée par les administrations publiques, que nous avons le plus vieux code fiscal du monde, remontant à 1950, c'est à dire au temps de la guerre d'Indo, des 4 CV Renault et de Luis Mariano, qu'il compte 4266 articles, alors que tous les codes modernes, de la Russie au Maroc, ne dépassent pas 500 articles, et que des géants du Web, comme Google, Amazone, Microsoft ou Apple, échappent pour l'essentiel à l'impôt sur les sociétés, en se localisant en Irlande, quelle réforme fiscale croyez vous que proposent les grands candidats de l'opposition ?

Simplement la suppression des 5 milliards de l'ISF !

Autrement dit, face au défi politique de l'évasion fiscale planétaire massive, des candidats à la présidence nous expliquent que la suppression de cet ISF, au montant de 5 milliards d'euros, c'est-à-dire inférieur aux 6 milliards de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, serait la révolution fiscale que nous attendrions tous depuis la nuit des temps passée à payer !

Quand on en est là, sans même avoir dit un mot sur la réforme des impôts locaux, dont vous savez qu'elle est indispensable pour nos communes, et que pas une référence n'est faite à la nécessité d'arriver à un impôt européen sur les sociétés enfin harmonisé, pour éviter les comportements déloyaux de l'Irlande ou du Luxembourg, vous voyez bien, madame, monsieur le maire, la modestie des solutions fiscales que le pays se voit proposer. Alors que moi je propose le transfert salutaire de l'impôt sur le revenu à vos communes !

3°) Sur l'immigration, le brexit, l'agriculture :
2017, le printemps de verveine des candidats Doliprane

Et c'est ainsi de chapitres en chapitres. Du défi de l'immigration déstabilisante à notre agriculture asphyxiée, sur la plupart des grands problèmes de la France, nos candidats de 2017 nous font des propositions traitant au mieux des symptômes, mais certainement pas des causes

2017, c'est donc jusqu'ici le rendez vous des candidats Doliprane, avec des tisanes de fleurs d'orangers alors que la France affronte le monde de tous les dangers.

Tout cela est certes sympathique, comme des nuits debout à proposer rien du tout, mais dans la vraie vie, nous le savons, les problèmes ne se traitent pas en faisant du média. D'autant que la plupart de ces problèmes, sécuritaires, migratoires, terroristes, mais aussi abandon des personnes âgées, fragilité des familles ou solitude sociale, ne sont pas réservés à notre seul pays, comme nous le croyons. Ils accablent aussi bien d'autres nations.

III - Pour les solutions efficaces : en 4 vérités

1ère vérité L'immigration est un problème mondialisé et pas seulement français

Ainsi aux Etats-Unis, si Donald Trump a voulu construire un mur à la frontière du Mexique, si la Colombie a vu arriver en 2016, des centaines de Congolais et Ghanéens, pendant que l'ex président Bagbo avait refusé les burkinabés au nom de l'ivoirité et que le Maroc lui même a dû ouvrir l'an dernier 27 centres de régularisation des immigrés clandestins, c'est tout simplement que l'immigration est un problème non pas seulement français, mais mondialisé.

2ème vérité : Les dettes publiques sont mondialisées

De même, si la dette publique est de 104% du PIB aux Etats Unis et si la vertueuse Allemagne elle même a une dette de 71 % de son PIB, pendant que celle de la Chine est sur une pente en progression accélérée, sans parler des 132 % de l'Italie ou des 229 % historiques du Japon, c'est là encore que la dette publique massive n'est pas un problème réservé aux 96 % d'endettement de la France, mais un donné financier lui aussi mondialisé.

3ème vérité : Les attentats islamistes sont mondialisés

C'est encore plus net pour les attentats islamistes. Dans les 16 premières années du XXIème siècle, 206 massacres terroristes, avec 11.037 victimes, ont frappé 31 pays, de l'Inde au Cameroun, de la Chine ou la Russie aux Etats-Unis et y compris les pays musulmans aussi. Tels le Maroc, la Turquie ou bien sûr l'Irak chaque jour martyrisé. Le terrorisme islamiste de Charlie ou du Bataclan n'est donc pas notre seul problème de français. Là encore, c'est un problème mondialisé.

4ème vérité : mondiaux, les problèmes échappent aux gouvernements nationaux.

Du coup, madame, monsieur le maire, vous comprenez pourquoi quel que soit le président élu, **nos problèmes ne sont jamais résolus. Parce que leur dimension mondiale les met hors de portée des moyens d'action des gouvernements nationaux.**

Certes, pour les flux migratoires par exemple, des mesures nationales peuvent être prises. On a vu ainsi en 2015 les gouvernements hongrois ou slovène ériger des murs. Mais chacun comprend qu'efficaces dans le court terme, ces mesures ne font que contenir le problème sans le résoudre au fond.

Alors voilà le vrai choix de 2017 :

◆ **Ou l'on en reste à traiter les symptômes** et à distraire le pays pour qu'il oublie que rien n'est solutionné.

◆ **Ou l'on s'attaque enfin aux problèmes dans leur vraie dimension.** C'est à dire internationale.

Ce qui veut dire, par exemple, traiter l'immigration à la source. D'Alger à Kinshasa. Et contrairement à ce que l'on croit, à force de nous enfermer dans la vision rétrécie d'un simple hexagone, la France a les moyens de cette action mondialisée. D'abord, parce que nous sommes une des rares nations de la terre à être géographiquement mondiale.

Notre pays est en effet un empire maritime sur tous les océans, avec 500 archipels, de Clipperton à Tromelin et jusqu'aux Kerguelen, du bout du monde de nos terres australes.

Mais surtout, à la force de cette géographie planétaire, s'ajoute la force de

notre histoire et de tous nos relais qu'elle nous a créés. Sur la Méditerranée qui est notre mer, au Maroc, en Algérie et en Tunisie qui sont notre glacis, au Sahel qui est notre confins et en Afrique, où sur 10 000 km jusqu'à Kinshasa se joue notre avenir national dans une *Communauté francophone de destin* aux 800 millions de jeunes habitants qui pensent dans leurs têtes en français.

A cette dimension là, vous comprenez que nos problèmes, depuis des années enkystés peuvent trouver cette fois leurs solutions. Parce qu'ils cessent de se concentrer sur 550 000 km² et 150 cités radicalisées, pour se diluer sur les 12 millions de km² de notre empire.

Le champ de vision de la présidentielle est alors transformé. Il va jusqu'à nos vraies frontières qui ne se limitent pas au Luxembourg ou la principauté d'Andorre. **Parce que la France de la Nouvelle Calédonie est aussi un pays du Pacifique, dans la cour des puissances où jouent la Chine et les Etats Unis.**

L'élection de 2017 sort alors des débats étriqués pour parler sérieusement de notre position sur la planète des nations.

Vous voyez dès lors le paradoxe de cette élection présidentielle. **Comme les grands candidats des partis ont de petites idées, il faut bien un candidat hors des partis, pour amener la grande vision !**

C'est précisément l'objet de la candidature de responsabilité que je soumetts à votre parrainage : donner au débat présidentiel et la dimension qu'il mérite, et surtout une destination.

Moi, je vous dis mon cap : épanouir le miracle de la vie de chacun, du premier battement aux derniers mètres du parcours de l'existence humaine.

Si cette ligne ainsi dessinée rencontre vos préoccupations, je serais honoré, madame, monsieur le maire, de venir m'en entretenir avec vous.

Dans l'attente de votre réponse, je voudrais vous assurer du respect que j'ai non seulement pour l'action que vous menez dans vos communes, mais surtout pour les conditions difficiles dans lesquelles vous êtes obligés de l'exercer, avec des ressources amputées et sous la « tutelle » politique qu'on vous a fabriquée dans des regroupements imposés.

Votre bien dévoué.

JEAN CLAUDE MARTINEZ Professeur université Paris II, Panthéon Assas, Ancien député de l'Hérault et Vice-Président du Conseil Régional, Député européen (1989- 2009)

"La France empire maritime géant sur trois océans en frontières avec 35 pays, dont le Brésil ou l'Australie..."

"Puisque les grands candidats des partis ont des idées petites,

il faut bien un candidat hors des partis, pour amener la vision grande : la Vie ! "

1965 - 2017

Plus de 100 candidats en 9 élections

Les candidats à la présidentielle ne manquent pas. Même à l'époque du général de Gaulle, le 5 décembre 1965, lors de la première présidentielle il y en avait déjà 6. En 2012, 47 ans après, en 9 présidentielles, on en était à 95. Soit une moyenne de 10 candidats par élection et même 16, en 2002. Le total des 100 est dépassé aujourd'hui en 2017.

Evidemment, les présidents élus ont tous été des candidats membres de partis. Personne ne conçoit d'ailleurs qu'il puisse en aller autrement.

Certes il y a des candidats sans partis, mais au mieux ils suscitent l'empathie et après c'est fini. Axiomatiquement, la présidentielle est donc l'affaire des candidats des partis et des grands. C'est comme l'ENA. Si on peut y être candidat seul, il vaut mieux sortir de Sciences Po. C'est pareil pour l'Elysée. Il faut être candidat adoubé.

Toutefois concrètement, après six présidents élus depuis 1969, tous candidats bien sûr investis par des partis, quel est le résultat ? Le chômage permanent, les endettements, la sur-fiscalité, la France qui doute, les français qui redoutent et pour tout couronner, déjà plus de 200 morts par des attentats. Dont nous savons que le terreau qui les a permis s'est installé sous la présidence de candidats des grands partis.

16

I - Candidats des partis : en 2 résumés

1 - Des candidats Doliprane

Ils traitent les fièvres sociales, les manifs en tout genre, les enflamtements des banlieues, les flux migratoires et les douleurs des attentats.

Par exemple, face aux attentats, ils proposent du renseignement pour les anticiper, des sentinelles pour rassurer, des réorganisations de services, des dé-radicalisations sur mesure, des projets de déchéance de nationalité, des salafistes expulsés et lorsque malgré tout il y a des morts, on déroule alors des états d'urgence, des perquisitions, des mises en examen, des marches, des conseils de défense, des commissions d'enquête, des minutes de silence, le tout scandé par les incantations rituelles du déminage : « pas d'amalgame » ou l'invocation de la « Religion d'Amour, de Tolérance et de Paix ». Mais jamais ils ne remonteront la chaîne causale de la violence faite à la France.

Face aux migrations, c'est pareil. En 30 ans de vagues migratoires, les partis et leurs candidats ont tout fait pour en rendre les effets socialement acceptés, les méfaits politiquement neutralisés et les rejets pénalement contrôlés. De politique de la ville en HLM repeints et de privilèges fiscaux en associations de grands frères subventionnées, on déversé chaque année 23 milliards d'euros pour huiler la mécanique des quartiers.

En 50 ans, les partis des candidats ont ainsi fabriqué, à coups d'importation de main d'oeuvre dans les années 60, de regroupement familial, et de suspension du Service National, le terreau où poussent les acteurs du Bataclan.

Un candidat

2 - Des candidats prisonniers

◆ Prisonnier des enjeux financiers

Chaque candidat de parti a derrière lui sa famille politique élargie qui attend de lui la distribution du butin républicain. Avec les postes, nationaux, locaux, directs, indirects qui ruissellent en cascade de l'Elysée jusqu'à la plus petite militante au pied de l'arbre de Noël présidentiel.

Son élection conditionnant ces milliers de postes, le candidat de parti doit jouer petit pour ne pas indisposer ceux qui ne voulant rien changer voteront pour le plus timoré.

◆ Prisonnier des médias

C'est l'entrave N°1. Chaque candidat de parti est en liberté télévisuellement surveillée. Il porte un bracelet médiatique bipant à la moindre sortie hors des chemins de la pensée autorisée.

◆ Prisonnier d'une double peur

La peur que les syndicats et mouvements étudiants bloquent l'économie, comme en Mai 1968, et la peur des quartiers explosant dans la révolte ethnique et religieuse.

Voilà pourquoi les candidats des partis n'ont rien à proposer. Puisque leur seule préoccupation c'est d'éviter l'explosion communautaire, durant le temps encore nécessaire pour que les générations survivantes de la France originelle glissent et s'effacent sereinement au fil des prochaines années.



hors des partis

II - Candidats hors partis : en 2 idées

Etre candidat au destin de la France, c'est regarder loin et donner une destination au chemin. Voilà pourquoi je suis candidat : pour élever cette vision jusqu'au monde, de Dunkerque à la Terre Adélie, et donner la destination : épanouir le miracle de la Vie.

1 - Elever la vision : le monde

En arrêtant la France à Irun et au Perthus, les candidats des partis faussent les perspectives et empêchent de penser des solutions nouvelles sur tout l'espace de nos 11 millions de km² d'empire français.

Par exemple, les données du problème insoluble de nos prisons surpeuplées se trouvent changées à l'échelle géante de notre outre mer, si le bouillon de culture des islamistes de nos Fleury Mérogis s'ouvre et s'oxygène sous le vent de nos îles des Kerguelen.

Là, les 20 000 places supplémentaires nécessaires, les 200 000 euros par cellule et les maisons d'arrêt à 500 places avec les violences d'*orange islamique*, deviendraient des paramètres secondaires sur les collines mouillées, au milieu des moutons Bizet, avec la chance de construire un aéroport et de bâtir une ville nouvelle sur cette France Australe.

En effet, dans un pays dont des forces militaires se projettent du Mali à Bangui, l'élection présidentielle de 2017, juste un an avant le référendum qui en Nouvelle Calédonie mettra notre présence dans le Pacifique en jeu, ne peut se limiter aux débats entre les candidats des partis faisant l'impasse sur le monde où notre avenir s'inscrit.

2 - Donner la destination : la vie

Chaque candidat est comme un train et chaque programme est là pour donner aux français les raisons d'y monter. Avec l'embaras du choix puisqu'il y a, à chaque élection, un train présidentiel rouge, où les plus riches paient pour les voyageurs exonérés, un tricolore hyper sécurisé où les nationaux montent en priorité, le train souverainiste à la croix de Lorraine, le vert qui roule à l'énergie solaire, un train pour Libéraux, performant, privatisé et à bon rapport qualité prix ou encore un train rose dans la mixité.

Mais quand on monte dans un train, c'est pour aller quelque part. Or il n'est pas un seul candidat de parti qui affiche où va le train qu'il conduit. C'est qu'à la vérité, après des années de tous les trains présidentiels où les français sont montés, chacun voit bien qu'ils ne sont allés nulle part. Le chômage, les déficits, les endettements, l'insécurité, les migrations, ou même l'illettrisme étant toujours là, c'est bien la preuve que ces trains n'ont pas eu de destination.

Avec ma candidature, la destination est affichée, elle conduit le pays à la vie. Ce qui veut dire :

◆ Non seulement créer une *France des grandes politiques d'investissements*, évitant ainsi la désespérance des 11 000 suicides annuels ou l'inadmissible des 25 000 décès annuels par erreurs médicales.

◆ Mais, surtout, après avoir déjà donné au monde les grands outils juridiques avec lesquels les nations de la terre s'organisent, amener au monde *la vie, seul paradigme politique possible pour refonder la communauté des nations*.

Quand on veut assurer le destin de la France, on regarde en hauteur et on regarde loin. Bien au-delà des Pyrénées et du Rhin, jusqu'à l'archipel des Kerguelen au fond de l'océan indien.

A cette dimension, de notre Empire maritime géant, de Saint-Pierre-et-Miquelon à Nouméa ou Clipperton, qui ne voit le dérisoire d'avoir pour préoccupations politiques depuis des années quelques centaines de vols de moineaux encagoulés qui règnent sur des territoires qu'aurait perdus la République ?

Bien sûr, il y a La Pailade, La Meinau, le Val Fourré ou le Mas du toro. Avec des Nehmouche, Merah, Coulibaly ou des frères Kouachi. Plus du banditisme et des vagues d'islamisme.

Mais il y a aussi les 2 millions de Km² de territoires gagnés par la République, avec l'extension du plateau continental de nos centaines d'archipels dont on ne parle jamais aux français.

Repenser dans cet espace mondial, nos problèmes, depuis des années enkystés dans le débat politique étriqué des partis limités, trouvent enfin leur solution. Parce que leurs données sont changées.

Dans ce XXI^{ème}, où l'influence des Etats ne vaut qu'à l'échelle planétaire, où les ressources halieutiques, les énergies « bleues » et les gisements subaquatiques deviennent des enjeux de puissance, Louis XVI, La Pérouse, Dumont d'Urville, nos baleiniers, nos explorateurs, nos aventuriers et pêcheurs nous ont laissé en héritage, sur les archipels de tous les océans, les cartes maîtresses de l'avenir.

Par exemple, le problème jusqu'ici insoluble de nos prisons surpeuplées, amalgamant 63.000 condamnés, disparaît naturellement en outre-mer où le bouillon de culture, de Fleury Mérogis, Clairvaux ou Ensisheim, s'ouvre enfin et s'oxygène sur tous nos archipels. Dont Langlade et les Kerguelen, où vont naître des éco-villes nouvelles sur ces terres de

notre France des Océans où les vents soufflent plus fort que les colères de la métropole.

I LA FRANCE

- 1- **LA FRANCE EN ENTIER** : notre empire des mers /20
- 2- **LA FRANCE MONDE** : de Dunkerque à la terre Adélie /22
- 3- **DÉFENSE** : la France réarmée /24
- 4- **EMPLOI** : la révolution des droits de douane déductibles /26
- 5- **FISCALITÉ** : sortir de l'impôt sur le revenu du travail /28
- 6- **AGRICULTURE** : le matin des paysans /32
- 7- **JUSTICE** : le retour du peuple /34
- 8- **INFORMATION** : désoligarchiser les médias /36
- 9- **SÉCURITÉ** : les Quatre solutions /38
- 10- **ISLAM** : gallicaniser... /40
- 11- **PRISONS** : délocaliser pour oxygéner /42



De Dunkerque à Perpignan

La France à moitié...

De Dunkerque à Perpignan et de Brest à Vintimille, si on s'enferme sur les 550 000 km² de l'Hexagone français, forcément que la France dans un monde globalisé ne peut que douter de son rang.

La France doute

◆ Le président, Valéry Giscard d'Estaing, nous a dit un jour que nous n'étions qu'«une puissance moyenne».

◆ Un premier ministre, Lionel Jospin, a concédé en 2000 que notre «Etat ne peut pas tout».

◆ Et un autre chef de gouvernement, François Fillon, nous a déclaré en 2007 qu'il était «à la tête d'un Etat en situation de faillite».

Quand nos dirigeants ne se font plus ainsi «une certaine idée de la France», la politique ne porte plus de rêve et le pays ne peut plus marcher vers un avenir qui ne lui est pas dessiné

Les Français redoutent

Evidemment, devant BFMTV, nous redoutons les attentats, Lampedusa, l'insécurité, la perte d'identité, et celle des emplois. C'est-à-dire plus généralement la mondialisation, avec les populations qui arrivent et la France tranquille qui s'en va.

Le tout résumé par le sentiment d'un grand dérèglement du monde et la peur du grand déclassement social qu'il amène.

D'autant que :

Nos dirigeants déroutent

◆ D'abord, parce que sur tous les problèmes concrets du pays, emploi, insécurité, hyper religiosité ou comunautarisation installée, ils sont désarmés et ne font que du fumigène pour le cacher.

◆ Mais pire, ils n'ont pas de projet, de vision, d'horizon. Ils ne voient pas la France en entier, empire maritime de 11 millions de km² sur tous les océans et tous les continents, à l'échelle duquel les Minguettes, Bobigny ou Mantes-la-Jolie, ne se comparent tout de même pas à la Nouvelle-Calédonie ou la Terre Adélie.

De Dunkerque à la Terre Adélie

La France en entier !

La France a un problème, certes politique, mais surtout ophthalmologique. Parce que notre champ visuel s'est rétréci. Nous voyons ainsi Paris, Calais, des banlieues et des pou-belles enflammées, mais nous ne voyons pas Nouméa, Clipperton ou Saint-Pierre-et-Miquelon. Avec nos immenses richesses qui attendent d'être exploitées.

Dès aujourd'hui la France à géographie mondiale

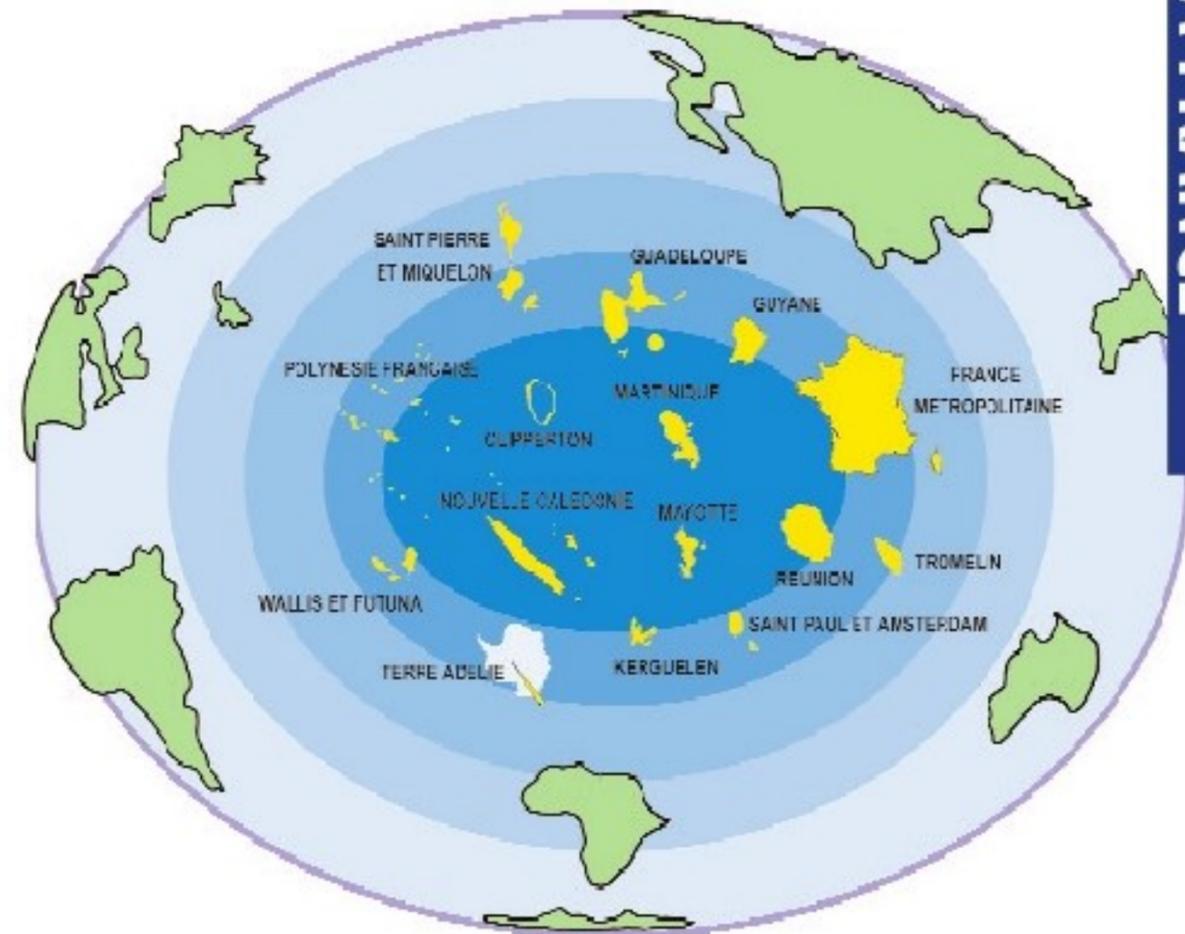
◆ **La France ne se réduit pas à un Hexagone** à l'extrémité ouest de l'Europe. Nous sommes un Etat archipel, aux campagnes, aux montagnes, aux forêts et aux villes, sur plus d'un million de km², le double de toute la métropole de la mer du nord à la Méditerranée. Et s'il y a nos moutons du Périgord, la France c'est aussi les troupeaux de rennes des Kerguelen. Cette fois au bout de l'Océan Indien.

◆ C'est cette dimension qu'il nous faut intégrer, avec 35 pays pour voisins, dont le Brésil et l'Australie, quand nous pensons n'avoir de frontières communes qu'avec Andorre, Monaco et 6 autres pays européens.

A cette échelle, de nos bases antarctiques à nos gisements sous-marins de Clipperton, les bases de la puissance économique sont là.

Demain, en 2025, la France à ressources mondiales

◆ **La France Puissance minière du XXI^{ème} siècle** dans les 435 000 km² de notre Zone Economique de Clipperton, à 1500 km d'Acapulco, avec les 120 millions de tonnes de manganèse de cuivre, de cobalt et de



nickel exploitables chaque année pendant 50 ans. Sans parler des 600 millions de barils de pétrole, au large de Saint-Pierre-et-Miquelon, dans le sous-sol du golfe du Saint-Laurent, et des gisements en recherche dans nos îles éparées au large de Madagascar.

◆ **La France puissance halieutique** aux ressources géantes dans nos mers australes ou à Clipperton, sur l'un des axes de migrations de thoni-dés, avec déjà 1,5 million de tonnes de nos poissons pillés chaque année.

A cette dimension planétaire, on mesure le dérisoire de la focalisation de débats politiques français sur des histoires de plombiers polonais, de burkinis militants ou d'une centaines de cités en bandes de narco trafiquants.



Nos territoires contestés

A force de voir les banlieues en territoires perdus de la République, on finit par oublier le vrai danger sur nos territoires contestés par d'autres Républiques.

1. *Terre Adélie*, l'Australie en prédateur nous dénie la souveraineté sur nos 435 000 km².

2. *Nouvelle-Calédonie*, les Eglises anglo-saxonnes en sous mains minent notre souveraineté.

3. *Clipperton*, le Mexique voisin en embuscade sur nos gisements miniers, nous met à la merci d'un fait accompli s'il y replantait son drapeau.

4. *Tromelin*, à 500 km de la Réunion, l'île Maurice, en demande de souveraineté, pour s'approprier pétrole et poisson, sur 280 000 Km².

5. *Iles éparses* du Canal Mozambique, Madagascar en revendication sur nos 360 000 km² où il y aurait 12 milliards de barils de pétrole et 5 milliards de m³ de gaz.

Face à ces risques, dans les îles éparses par exemple, il n'y a que 42 légionnaires sur le terrain.

Comme la protection doit être augmentée, c'est l'occasion du grand projet : redonner des assises à la France, avec un service national Outre Mer, devenu le creuset des nouvelles générations à décloisonner.

22

Outre-mer nouvelle vocation

Déjà en 1961, dans les Antilles un Service Militaire Adapté était créé, avec un nouveau bagage pour les jeunes, remis à niveau, dotés d'un permis et resocialisés. Mais le choc des problèmes identitaires de la France, réclame une autre dimension. Ce n'est pas 5000 recrues de SMA qu'il faut, c'est une classe d'âge de 760 000 jeunes. A qui offrir la chance de passer par le creuset d'un service national délocalisé de six mois.

Dès 2020, les jeunes français découvriront la dimension mondiale de leur pays, dans un

esprit de « Koh Lanta » où la Terre Adélie sera plus attirante que la Syrie.

Pour la totalité d'une classe d'âge, le plafond du budget annuel sera de moins de 6 milliards d'euros. En réalité, il deviendra neutre voire bénéficiaire pour les finances publiques, puisqu'il diminuera d'autant le gâchis des 16 milliards d'euros annuels de la formation professionnelle fictive, des dépenses, au montant consolidé tenu secret, déversées en vain sur 1436 quartiers et des 83 mds des dépenses inefficaces pour l'emploi.

Que feront les jeunes ? Ils découvriront et bâtiront, des pistes d'atterris-

sage, des ports, des ponts, et jusqu'à leurs propres « points d'établissements » pour ceux qui resteront après en pionnier sur les terres de la France nouvelle.

Chacun recevant en final l'immense cadeau de l'aventure en commun et du patriotisme d'empire, rentrera chez lui guéri du dérisoire que les politiques éculées de 40 ans de dirigeants étriqués ont inoculé au pays.

Outre-mer : Notre nouvelle frontière

Pour la ville, depuis 1977, il y a eu 10 « plans Marshall ». Pour l'Outre-Mer, certes des actions sont menées : tourisme aux Antilles, recherche météo en Terre Adélie, exploitation minière dans les usines de Calédonie ou centre spatial en Guyane.

Mais tout cela reste atomisé en une succession disparate de lois (Pons 1986, Perben 1994, Paul 2000, Girardin 2003...).

Maintenant, il faut une loi de programmation spécialisant nos archipels sur 5 axes stratégiques : l'écotourisme de luxe, l'économie minière, les sciences de la vie, la ressource halieutique et surtout la sécurité du pays. En basant sur nos archipels l'exercice du nouveau *service national* et la refondation de nos prisons de la honte.



Clipperton 2022 : en 6 mesures

Clipperton sera le cœur minier de la France. Il faut protéger et préparer notre île aux trésors par 6 mesures :

1- Un aéroport permettant des liaisons aériennes avec la métropole (via les Antilles) ou avec la Polynésie.

2- Un mouillage aménagé dans le lagon, avec sa réouverture pour l'accès d'un navire et le débarquement aisé de touristes.

3- Des installations pour l'avitaillement et la révision des navires. La présence d'un navire-atelier ou un dock flottant.

4- Une base de gendarmes pour contrôler la pêche clandestine occasionnant une hémorragie de nos finances.

5- Le tourisme de luxe accompagnant nos expéditions scientifiques et nos militaires, contribuant ainsi à les financer.

6- Penser le projet d'ascenseur spatial pour monter des charges sur orbite avec un câble des nanotechnologies, parce que Clipperton est un des seuls sites compatibles.

Néo-Calédonie 2018 : Le destin en bascule

◆ A 1500 km de Brisbane la Nouvelle-Calédonie, exception francophone dans un Pacifique sud aux 16 pays anglophones, représente :

1- 25 % des gisements mondiaux de nickel, sans parler du pétrole aux îles Chesterfield à 500 km au nord.

2- Les métaux stratégiques et les terres rares, dans les 360 000 km² de fonds marins des îlots Matthew et Hunter, à l'est de Nouméa.

3- La richesse stratégique d'être un porte-avions géant dans le Pacifique.

◆ Mais, créé en 1984, sur le modèle du FLN algérien, avec les soutiens des idéologues métropolitains et l'action d'évangélistes, de multinationales minières et de réseaux Australiens et Etats-uniens, le FLNKS, mouvement indépendantiste nous met en danger.

◆ Un référendum d'indépendance de la Nouvelle Calédonie est prévu en effet en 2018, maquillé en « accès à un statut international de pleine responsabilité ».

◆ Le corps électoral a été amputé en exigeant une résidence de 20 ans, privant 19 000 français de vote. Soit une importante proportion sur une population de 266 000 habitants, où les 110.000 "indépendantistes" ne sont que l'équivalent des habitants de l'agglomération de Béziers. Qui eux ne prétendent pas s'approprier 2 millions de km² du territoire français, avec des richesses incommensurables qui passeraient aux mains d'une poignée d'auto-désignés, avant de tomber sous contrôle anglo-saxon et la domination de la Chine aux aguets.

◆ Le vrai enjeu de la présidentielle de 2017 est alors là : Perdre ou conserver Nouméa !

Kerguelen 2022 : Archipel de la seconde chance !

A la fois superficie de la Corse et arche de Noë de la biodiversité avec 300 îles, permettant toutes les spécialisations insulaires pour l'élevage raisonné, la recherche scientifique, les formations de notre service national et les centres modernes de substitution aux prisons cloaques, les Kerguelen vont devenir un éco-miracle économique en 6 mesures :

1- Une piste d'atterrissage, reliant enfin à la Réunion en cinq heures au lieu de cinq jours.

2- Un brise-lames au large pour un port en eau profonde permettant l'accès aisé du fret et des touristes.

3- Un Hôtel d'Eco-Tourisme sur le modèle des Galapagos.

4- Une extension du Pôle scientifique en Centre universitaire des sciences de la vie.

5- Une base du service national, de 1000 jeunes, amorçant le décollage de Port-aux-Français en éco-ville du XXI^{ème} siècle.

6- Un Pôle de traitement ouvert de la délinquance lourde, en substitut des prisons bouillons de culture.

Là, des "longues peines" se refonderont dans l'activité de l'élevage des moutons Bizet jusqu'à la contribution à bâtir la première éco-ville du XXI^{ème} siècle.

La France en voie de désarmement

1. En 2016, toute notre marine nationale, avec ses 36.044 hommes et toutes nos forces aériennes, avec 43.597 militaires, n'étaient pas assez nombreuses pour remplir les 81.338 places du stade de France. Voilà où nous en sommes arrivés après 11 lois de programmation militaire et 4 livres blancs sur la Défense nationale, dont le dernier de 2013 du Président Hollande.

2 - La France qui en 1960, avec le général de Gaulle, consacrait 5,44% de sa richesses annuelle à se défendre, n'en consacre plus que 1,5%, soit l'effort de défense de la petite Pologne, moins que les 2 % du Royaume-Uni et pire, presque trois fois moins que les 4,5 % du PIB algérien qui vont à son armée.

3 - A ce rythme là de désarmement, où en 13 ans notre budget défense est passé de 39,96 milliards d'euros en 2003 à 31,4 milliards en 2016, soit moins que les 32,4 milliards allemands, on voit arriver l'horizon 2030 où l'Algérie, déjà à plus de 11,75 milliards d'euros consacrés aujourd'hui à son surarmement, pourrait atteindre le budget militaire français !

4 - Déjà, avec seulement 57 826 militaires de rang, notre armée de terre aligne moins de personnels que les 59.667 agents de la RATP...

5 - A l'hémorragie des effectifs s'ajoute la gériatrisation de tous les matériels, des Véhicules Blindé Légers qui re-

montent à 1980 et dont les freins, les transmissions ou les moteurs ne tiennent plus, aux avions d'une armée de l'air qui a perdu non seulement, avec 18.400 hommes, le quart de ses effectifs, mais 40 % de ses avions de chasse et où les C-135 ravitailleurs remontent à 1964, pendant que nos drones utilisés au Mali ont été achetés en 1990, avec une informatique qui équivaut à un dixième de celle d'un iPhone.

6 - Le désarmement de la Marine qui pour surveiller 1,7 million de km² de Nouma à Wallis et Futuna n'a que la frégate de surveillance la Vendémiaire, deux petits patrouilleurs et une modeste vedette de la gendarmerie, avec un hélicoptère antique Alouette III et deux avions de surveillance.

7 - Au total, pour surveiller notre empire maritime de 11 millions de km², nous n'avons que 6 frégates, soit 2 par océan, 20 patrouilleurs et quelques vieux bâtiments en soutien logistique.

« La protection du territoire national, de la population qui y vit, et de nos compatriotes qui se trouvent à l'étranger, est une obligation incontournable fondamentale de l'Etat. »

Livre blanc
sur la Défense nationale
Préface François Hollande
La Doc française, 2013, p.48

La France réarmée !

Le Plan stratégique Phénix

Refonder la défense de la France par :

1°) LA MESURE REFONDATRICE : LE DROIT AU SERVICE NATIONAL POUR TOUS LES JEUNES FRANÇAIS

Après l'erreur tragique de la loi du 28 octobre 1997, suspendant le service national pour les jeunes nés après le 31/12/1978, il faut redonner cette chance à tous :

a) **Comparativement** à la Norvège, l'Autriche, la Finlande, la Suisse, qui offrent à tous leurs jeunes cet immense cadeau d'égalité sociale et de découverte.

b) **Concrètement** : 6 mois de découverte des territoires de la France : 3 mois de découverte du service des armes en projection sur nos 500 archipels des trois océans, des Kerguelen à Clipperton ou aux Chesterfield et 3 mois de service civique.

c) **Positivement** : Une formation professionnelle et civique puissante pour tous. Déjà l'armée de terre est le premier employeur national de jeunes non qualifiés avec 15 000 par an. Là, toute une classe d'âge accèdera à l'égalité sociale.

d) **Financièrement** : des économies immenses en touchant les dividendes de la France resoudée.

Contrairement à l'analyse étrequée, l'armée de conscription, au lieu de l'armée dite de métier, permet de récupérer des milliards d'euros annuels sur :

- ◆ les 16 milliards de la formation professionnelle ;
- ◆ les 32 milliards annuels des politiques pour l'emploi ;
- ◆ les 12 milliards pour l'insertion, l'égalité des chances ;
- ◆ les 16 milliards pour la sécurité ;
- ◆ et même les 3,2 milliards d'euros pour les prisons.

e) **Socialement** : un creuset national reconstitué qui traitera à la base la société de rancœurs, de divisions.

2°) LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

a) **Négocier à Bruxelles la sortie des dépenses militaires** du calcul de la règle limitant les déficits budgétaires à 3% du PIB, pour permettre les dépenses d'équipement de nos armées.

b) **Une loi de reprogrammation militaire, 2019-2024**, budgétant notamment un *plan Surcouf* d'équipement de la marine, en plus des modestes 8 Bâtiments de soutien et d'assistance hauturière, 2 seules frégates pour la Zone Pacifique ou sept bâtiments seulement pour notre sud de l'Océan Indien, pour faire respecter à Tromelin, la Réunion, les Kerguelen, Mayotte ou à Clipperton, notre souveraineté et nos richesses minières, pétrolières, halieutiques, dans nos Zones Economiques Exclusives.

Redonner une chance
à tous les jeunes Français :
Le droit au service national

Pour l'Emploi : la révolution

La révolution en "Trois D"

Neu-tralisant les asymétries de concurrence dans le commerce international, tout en laissant subsister les avantages comparatifs de chaque pays qui commerce (sinon ils ne commerceraient pas) *ma* nouvelle technologie douanière aurait dû remplacer les archaïques droits de douane traditionnels, dont on s'obstine à penser, depuis 70 ans, qu'en en réduisant simplement le montant, on est sur la bonne voie.

Alors que la réalité dit le contraire pour les millions de paysans mexicains, africains ou européens aux exploitations familiales brisées.

26

"CHOMAGE TOUT A ETE ESSAYÉ"...SAUF L'ESSENTIEL

1. Constat : Le grand gâchis

Un million de chômeurs en 1977 avec Raymond Barre, 2 millions en 1982 avec Pierre Mauroy, 3 millions en 1993 avec Edouard Balladur, 5 millions en 2014 avec Manuel Valls.

Face à cette pandémie sociale un seul traitement est utilisé depuis 23 ans : la baisse des cotisations employeurs pour les inciter à embaucher. Il a été proposé en 1993 par un rapport de la commission européenne J Delors, intitulé «*la croissance, la compétitivité et l'emploi*».

Toute l'Europe l'utilise depuis, dont la France. Les lois *Balladur* 1993, *Juppé* 95, *Robien* 96, *Aubry* 2000, *Fillon* 2003 et en 2014 le pacte de compétitivité, Hollande, ne sont que cela. Malgré le prix colossal de cette politique, 29 milliards de pertes annuelles de cotisations sociales, donc de recettes pour la sécurité sociale, ce qui est la vraie cause de son déficit, cela ne marche pas.

Pourquoi ? Parce que le chômage d'aujourd'hui n'a qu'une seule cause fondamentale : la mondialisation avec l'ouverture de nos marchés aux produits de pays à faible coûts, fiscaux, salariaux,

environnementaux.

Même si la France supprimait la totalité de ses cotisations sociales, de 350 milliards d'euros, la Chine, le Vietnam, l'Éthiopie, et les pays émergents auraient encore l'avantage colossal de compétition de travailler 10 heures par jour, pour 2 dollars, en dormant 35 heures par semaine, sans faire des ponts en mai et sans manquer 20 jours par an, dans les Conseils régionaux, départementaux, ou des métropoles, en plus des congés.

D'où alors :

2. La bonne formulation du problème

Comment résoudre ces asymétries, c'est-à-dire ces différences de coûts de revient, dans les échanges entre la France et le monde ?

Des économistes, de Jacques Sapir à Emmanuel Todd et des politiques répondent par du bavardage sur «*le protectionnisme intelligent*» ou par «*la démondialisation*» d'Arnaud Montebourg.

La bonne réponse a été donnée par mes chercheurs de mon doctorat fiscal de l'université de Paris 2 avec l'invention des droits de douanes déductibles.



des Droits de Douane Déductibles

CONTRE LE CHOMAGE IMPORTÉ

La révolution en "Trois D"

Les nouveaux droits de douane inventés sont modulables, remboursables et négociables.

◆ **Modulables**: comme les écluses des vieux droits de douane classiques, pour compenser les asymétries, sociales, fiscales, monétaires ou environnementales.

◆ **Remboursables** à l'exportateur, sous la forme d'un crédit douanier déductible des achats que voudrait effectuer cet exportateur, dans le pays importateur qui lui a prélevé ces droits.

◆ **Négociables** par l'exportateur qui les a supportés : puisque le crédit douanier qui lui a été ristourné peut être « monétisé » via une bourse des crédits douaniers ou escompté en banque. Dans l'hypothèse en effet où il ne souhaite pas effectuer un achat, sur lequel son crédit douanier restitué se déduirait, il en récupère ainsi le montant par vente sur un marché boursier ou par une escompte en banque.

Le coeur de l'invention est dans le caractère 2, avec le remboursement du droit de douane par déduction sur un achat. C'est parce que ce droit, à peine prélevé à la frontière de l'Etat « A », engendre un crédit douanier déductible d'un achat, au profit de l'exportateur venant de « B » et imposé en A, que la nouvelle technologie assure un échange gagnant pour l'Etat A qui peut protéger son économie, mais pour B aussi qui n'est pas pénalisé, puisque le droit de douane payé lui est à son choix soit remboursé, soit escompté, soit vendu sur le marché.

Le caractère 3, par lequel, pour la première fois dans l'histoire, un crédit d'impôt sera négociable en bourse ou escomptable, est une révolution. Les droits de douane engendrant des crédits douaniers négociables, donneront ainsi naissance à une monnaie de commerce international, dont la masse en circulation sera égale au montant des droits prélevés aux frontières, multiplié par la vitesse de rotation sur le marché bancaire des crédits de douaniers qui y seront négociés.

Au total, un droit de douane européen par exemple, sur un tee shirt arrivant de Chine, engendre un crédit douanier n°1 au profit de l'exportateur chinois, qui lui permet une ristourne sur un achat de vin européen dont l'importation en Chine est frappée à son tour par un droit de douane générateur d'un nouveau crédit douanier n°2, au profit de l'exportateur européen de vin, qui peut le céder sur une bourse des crédits douaniers.

«Les antibiotiques ont sauvé des dizaines de millions de vies.»

Les droits de douanes déductibles sauveront des milliers d'emplois.»

Un Coréen pourra venir l'acheter, pour le déduire du prix d'un achat de riz en Chine, qui supportera à son tour un droit de douane à l'entrée en Corée, ouvrant à l'exportateur riziculteur chinois un autre crédit douanier sur la Corée. S'il choisit, au lieu de l'utiliser par déduction sur le prix d'un achat, de le faire escompter en Banque, un colombien par exemple pourra l'acheter pour l'imputer sur le prix d'un achat d'un téléviseur en Corée qui exporté en Colombie supportera un droit de douane ouvrant à l'exportateur coréen un crédit douanier à valoir sur la Colombie lors d'un achat de café et ainsi de suite.

Tout droit de douane engendre un crédit douanier, dont la déduction facilite un achat de produit qui, une fois importé et imposé à la douane frontière, suscite un nouveau crédit douanier et ainsi de suite en spirale.

Cette nouvelle technologie douanière aurait dû remplacer les archaïques droits de douane traditionnels, dont on s'obstine à penser, depuis 70 ans, qu'en en réduisant le montant, lors des négociations du GATT et de l'OMC, on est sur la bonne voie. Alors que la réalité dit le contraire pour les millions de paysans mexicains, africains ou européens aux exploitations familiales brisées.

Mais restée ignorée des décideurs, la découverte des droits de douane déductibles n'a pu sauver jusqu'ici les millions d'emplois que son application depuis des années aurait sauvés.



Avec leurs impôts !

La France fiscale : le constat

En 2016, l'enfer fiscal français c'est :

- ◆ Plus de 360 impôts, taxes et cotisations,
- ◆ nous prélevant 1018 milliards d'euros en 2017,
- ◆ et provoquant un effet de masse sur les ménages, de casse sur les entreprises et de nasse pour le pays.

Puisque chaque impôt créé étouffe un peu plus ménages et entreprises, créant un supplément de chômage qui exige un supplément d'indemnisations, amenant pour le financer un supplément d'imposition qui crée un supplément de casse, enclenchant alors la spirale infernale d'aujourd'hui, la nasse où est enfermé le pays, la France fiscale c'est l'archaïsme et l'éléphantisme.

1°) L'archaïsme fiscal français.

Parce que :

- ◆ notre CGI, Code général des impôts, remonte, sans jamais avoir été refondu, au décret du 6 avril 1950, soit au temps de Luis Mariano, des 4CV Renault, et de la guerre d'Indo.

- ◆ C'est le plus vieux code fiscal en vigueur sur la planète, avant même l'Internal Revenue Code des États-Unis, qui lui, tout en ayant été déjà refondu le 16 août 1954, a été réactualisé en 1986.

- ◆ D'autant qu'une partie des 352 articles sur la fiscalité locale, taxe foncière et taxe d'habitation, prend sa source aux lois des 23 novembre - 1er décembre 1790 et des 13 janvier - 18 février 1791, soit cette fois au lendemain des États généraux et au temps de Mirabeau...

Le Brexit pour les anglais,

2°) "L'éléphantisme" fiscal français.

Parce que notre CGI compte :

- ◆ 4622 articles, alors que tous les codes du XXIème siècle n'en comptent que moins de 500 (248 le code marocain de 2007 ; 271 pour le modèle de code fiscal rédigé par le FMI ou encore 481 pour le code Russe de 1998-2000, soit, pour tout le système fiscal russe, moins d'articles que les 514 du CGI français de 2016 consacrés au seul impôt sur le revenu.

- ◆ 1336 articles abrogés, 335 transférés, 266 périmés ou 131 sans objet. Soit de l'ordre de 2155 articles maintenus sans contenu.

- ◆ 48 combinaisons possibles pour numéroter un article, en chiffres, arabes et romains, en lettres, majuscules et minuscules.

- ◆ 1226 taux, 1 610 seuils et plafonds d'imposition, 268 plafonnements, 258 délais.

- ◆ 1 067 000 mots, sans parler de ceux du Livre des procédures fiscales, seulement dépassé par les 3 400 000 mots du code des États-Unis, l'Internal Revenue Code, aux 9833 sections, qualifié d'ailleurs par le président Carter en 1976 de « *disgrâce du genre humain* » (disgrace to the human race).

- ◆ Et ce n'est pas tout. Parce qu'il faut ajouter en effet les 770 articles fiscaux délocalisés dans 16 autres codes (par exemple 285 articles dans le Code de la sécurité sociale, 260 externalisés dans le Code des collectivités territoriales, 16 au Code de l'industrie cinématographique ou 31 délocalisés au Code du tourisme), pour avoir l'intégralité des prélèvements français.

- ◆ Sans parler des plus de dix mille pages du Bulletin Officiel des Finances Publiques, BOFIP-Impôts, regroupant en onze sections les instructions et circulaires fiscales.

« Chaque 4 coups de pédales que je donne, il y en a 3 pour le fisc »

Bernard Hinault

le Taxit pour les Français

4 révolutions pour libérer les Français

1 - La table rase :

◆ Supprimer, pour des raisons de sécurité juridique, de santé économique et de salubrité sociale, le bidonville fiscal qu'est devenu le CGI français, avec son amoncellement de 111 articles pour l'Impôt sur les sociétés, 350 pour la fiscalité locale ou 514 pour l'Impôt sur le revenu...

◆ Réécrire un nouveau Code des impôts au standard de tous les codes du XXIème ne dépassant pas 500 articles.

◆ Consacrer en préambule, dans une déclaration des droits de l'homme fiscal, les principes protecteurs des libertés, déjà reconnus par la Communauté des nations : principe espagnol de *non confiscation* fiscale, principe russe de *non rétroactivité* de la loi fiscale plus sévère, principe de *sécurité juridique*, principe allemand de confiance légitime et principe *in dubio contra fiscum*, où le doute profite au contribuable.

2 - Faire payer l'impôt aux multinationales

Notamment celles du numérique (Google, Amazone, Microsoft, Yahoo...), par l'adoption de la directive européenne ACCIS du 16 mars 2011, établissant une Assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés pour mettre fin à l'évasion fiscale et permettre ainsi de diminuer de 30 % l'impôt des PME.

3 - Droits de Douane Déductibles

Les DDD résolvent le problème du chômage importé et des emplois délocalisés

4 - Supprimer en 5 ans l'impôt sur le revenu !

Institué les 16 juillet 1914 et 31 juillet 1917, pour faire face aux coûts de la première guerre mondiale, cet impôt est un des 4 impôts sur le revenu qui se prélèvent en France, en plus de la Taxe d'habitation (20 milliards d'euros), remontant à 1791, de la CSG de 1991 (90 milliards d'euros) et de la CRDS du 16 janvier 1996 (7 milliards d'euros).

◆ Cet impôt sur le revenu c'est 73,4 milliards d'euros en 2017, à comparer aux 149,4 milliards du produit 2017 de la TVA et aux 320 milliards d'euros des cotisations sociales.

◆ Ce n'est que 7,2 % du total des 992,7 milliards d'euros des prélèvements obligatoires français.

Avec ma réforme !

FISCALITÉ

29



N°10330 * 20

DECLARATION PREREMPLIE REVENUS 2015

15

Pour vous renseigner, utilisez le site internet de la Direction générale des Finances publiques ou une adresse internet ou votre centre des services publics.
Déclarez en ligne et signez votre déclaration et renvoyez-la à cette adresse.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**“TAXIT” FRANÇAIS
Pourquoi sortir de
L'impôt sur le revenu ?**

POUR DÉCLARER SUR LE SITE INTERNET DU GOUVERNEMENT

VOTRE N° FISCAL POUR DÉCLARER EN LIGNE

SI VOUS N'AVEZ PAS ENCORE DE MOT DE PASSE

DECLARANT 1	N° DE DÉCLARANT EN LIGNE
DECLARANT 2	REVENU FISCAL DE RÉFÉRENCE : REPORTEZ-VOUS À VOTRE DERNIER AVIS D'IMPÔT SUR LE REVENU

30

CHANGEMENT D'ADRESSE EN 2015

DATE DU DÉMÉNAGEMENT

◆ **Parce qu'il est budgétairement inutile !**

Puisque sa suppression entrainerait 4 effets (*élargissement mécanique de la base des autres impôts, attraction des leaders économiques d'Europe, dont ceux de la City du Brexit, dynamisation de l'incitation au travail et libération de 15000 agents affectés alors à la lutte contre la fraude européenne à la TVA*) qui produiraient les recettes supplémentaires compensant celles perdues.

◆ **Parce qu'il est socialement injuste !**

Puisque plus les revenus augmentent, plus les possibilités d'évasion légale des niches fiscales augmentent.

◆ **Parce qu'il est électoralement esclavagiste!**

Sur les 37,12 millions de foyers fiscaux de 2014, les 19,34 millions qui ne paient pas cet impôt constituent une majorité électorale, à 52,1%, leur permettant de le faire payer aux 17,7 millions de français minoritaires à 47,9%, qui se trouvent ainsi fiscalement sur imposés parce qu'ils sont électoralement minoritaires.

◆ **Parce qu'il est politiquement menteur !**

Puisque qu'on fait croire aux français que la progressivité de l'impôt rétablit l'égalité entre les citoyens alors que même avec cet impôt une institutrice doit travailler trois siècles pour avoir le revenu d'un Benzema.

◆ **Parce qu'il est économiquement stupide !**

Puisque cet impôt en altérant la motivation à travailler, pénalise la création des richesses et dissuade les plus créateurs de se délocaliser en France.

◆ **Parce qu'il est éthiquement ignoble!**

Puisqu'avec l'euthanasie de malades et de vieillards abandonnés, l'Etat français vient de rompre unilatéralement le contrat de solidarité entre les générations de Français, alors que l'euthanasié, lui, durant 35 ans a payé l'impôt sur le revenu, au nom de cette solidarité pour se la voir refuser à la fin.

Le supprimer comment ? Progressivement en 5 ans

En utilisant son principal défaut, son hyper-concentration, et en suivant le calendrier suivant :

2019 à 2020 : suppression pour les 17.430.000 de contribuables, petits et moyens, supportant la moitié du paiement de cet impôt.

2021 à 2022 suppression pour les 333.000 français qui en 2015 en payaient presque 30% .

2023 : suppression finale pour les 37.000 français qui acquittent presque 20 % de cet impôt

le supprimer pour le remplacer par quoi ?

Mais par RIEN !

Puisque sa perte de recettes est mécaniquement compensée par un élargissement de l'assiette des autres impôts

Qui est pour sa suppression ?

Des prix Nobel d'économie dont le français **Maurice Allais**, l'américain **Franco Modigliani**, l'anglais **James Meade...**

NOTRE AGRO-ALIMENTAIRE EN DANGER :

Le matin des paysans arrive... Ne pas rater le rendez-vous !

La Chine et les pays émergents consomment de la viande spécialement. D'où une explosion de la demande de protéines végétales pour nourrir les troupeaux. Mais l'offre ne suit pas.

Parce qu'il y a : *détournement des oléagineux* par l'industrie des bio-carburants, *destruction des terres agricoles* par l'urbanisation, *spéculations financières* sur les produits de base.

D'où les conséquences suivantes :

- ◆ Des révoltes alimentaires depuis 2007,
- ◆ Des achats massifs de terres par des industriels coréens ou chinois...
- ◆ Un défi alimentaire planétaire : qui va nourrir les 9 milliards d'hommes de la terre ?

La France peut prétendre à ce rôle planétaire. Un matin arrive donc pour nos paysans.

Or c'est juste à ce moment, que 30 ans de trahison de nos intérêts agricoles par la Commission de Bruxelles, encore aujourd'hui avec la négociation du *Traité transatlantique*, sont en train d'éliminer nos paysans du grand rendez-vous agro-alimentaire du monde.

Un des enjeux de la présidentielle de 2017, c'est donc d'alerter sur ce futur agricole.

Les champs du départ... Le constat agricole

Dans l'agriculture du Mc'Do, mondialisée et industrialisée, tout diminue :

1° Les terres

◆ 11 millions d'hectares agricoles disparaissent chaque année dans le monde. Soit le tiers de toute la France agricole

◆ En Europe, de 2000 à 2010, 600.000 hectares de terres arables ont été éliminés, dont 100 000 hectares de vignes arrachées dans le seul Languedoc-Roussillon. Soit l'équivalent de tout le vignoble argentin. Et à la place des vignes on a planté des néerlandais...

2° Les hommes :

En France, depuis 25 ans une ferme disparaît chaque 15 minutes. Soit 90 par jour. Il ne restait plus en 2014 que 480 000 exploitations, contre 1,5 million il y a 25 ans. La France ne compte plus que 952 000 actifs agricoles, soit 3% des actifs français, contre 12% en 1968. « *L'homme de terre* » disparaît, remplacé par « *l'homme de vent* » de la finance planétaire

3° Les cheptels : l'effondrement

◆ La France n'avait plus que 7 millions d'ovins en 2013, contre 11 millions au début du XXIème siècle. Ce n'est pas le loup du Mercantour qui a mangé nos moutons, mais les 34 millions de moutons néo-zélandais

◆ Les moutons disparus sont remplacés par des canadiens...

Nous n'avons que 8 millions de vaches, quand le Brésil en compte 180 millions.

◆ Le cheptel des abeilles s'effondre. 13 millions de colonies manquent en Europe

4° Les revenus agricoles : la pauvreté est dans le pré...

Lors de chaque crise agricole, des laitiers, des éleveurs, des vignerons, c'est un effondrement des revenus.

On voit des paysans au RSA et de la pauvreté. Surtout pour les retraités agricoles, avec en 2013 des pensions de réversion pour la veuve d'agriculteur de 367 euros mensuels. A 14 euros la pension journalière en fourrière pour un gros chien, nos veuves de paysans n'ont même pas assez de retraite pour être mise à la fourrière...

5° L'indépendance alimentaire du pays : l'altération

◆ 50 pays dans le monde, comme l'Algérie, le Venezuela ou la Tunisie, doivent importer leur nourriture.

◆ Si la France a encore un excédent d'exportations de produits agricoles, sylvicoles et halieutiques, par exemple de 5 mds d'euros en 2013, nous importons : 8 côtelettes de moutons sur 10 que nous consommons, 156 000 tonnes de salades, 1,8 million de tonnes de légumes pour 1,6 milliards d'euros. Pire, la France qui arrache ses vignes importe 130 900 tonnes de raisins et avec 11 millions de km² d'empire maritime, nous importons pour près de 4 milliards d'euros de poissons.

Paysans priorité nationale absolue

Le plan Sully de reconquête agricole

Depuis les règlements européens de 1962, la politique agricole s'est faite à Bruxelles. Mais depuis 1986 et les négociations commerciales multilatérales du GATT et de l'OMC, la politique agricole s'est défaite à Genève. Paris doit alors reprendre en main le sort de nos paysans.

La reconquête agricole doit se faire en 10 mesures clefs :

1°) Six mesures à prendre à Paris

- ◆ Proclamation, pour fixer le cap, de « *l'agriculture priorité nationale absolue* »
- ◆ Convocation, en juillet 2017, des **états généraux des campagnes** et de la montagne pour élaborer le Pacte de Reconquête agricole
- ◆ Une **loi de reconquête agroalimentaire** et de cohésion rurale 2018- 2028, sur le modèle de la loi du 21 février 2014 pour la ville.
- ◆ Une **exonération de 10 ans** du monde agricole de toutes charges fiscales et sociales pour un coût annuel de 4 milliards d'euros, financés par vase communicant avec les 7, 7 milliards annuels de la mission budgétaire « *Egalité des territoires* » de la politique de la ville. Parce qu'un jeune sur son tracteur vaut un jeune rappeur.
La réforme rendra aux exploitants une partie de la valeur économique créée par leur compétitivité depuis la décennie 70 et confisquée par les ménages par le supplément de confort et de loisirs qui leur a été permis.
On mettra fin à l'injustice sociale faite aux ruraux laissés sans couverture médicale, pharmacie, SAMU, trains, services publics accès au haut débit et les équipements de confort déversés depuis des décennies sur les villes.
- ◆ Un Moratoire sur les dettes agricoles.

- ◆ Un emprunt citoyen pour le financement des équipements de reconquête agricole (Drones d'épandage, robots...)

2°) Deux mesures à imposer à Bruxelles

- ◆ **Sanctuarisation** de l'agriculture dans toutes les négociations de traités de libre commerce que mène la Commission européenne. A commencer par l'accord pour le partenariat trans-atlantique qui reviendra...
- ◆ **Renégociation**, fin 2017, à mi-parcours, du mauvais cadre financier pluri-annuel européen 2014-2020, qui a amputé de 18 milliards sur 7 ans le budget agricole, pour rétablir ces crédits en échange de l'affectation au budget de l'union d'un impôt européen sur les sociétés.

3°) Deux mesures à négocier à Genève à l'OMC

- ◆ **Reconnaissance du droit millénaire** de tout exploitant à ré-ensemencer librement une partie du produit de sa récolte, sans que les Monsanto de l'agro-business puissent invoquer un droit de propriété intellectuelle en cascade indéfini.
- ◆ Proclamation des brevets sur le vivant végétal **patrimoine commun de l'humanité**, même avec des *royalties* pour que demeure l'incitation à la recherche des multinationales du médicament.



"Combien de pauvres bougres purgent aujourd'hui de longues peines alors qu'ils sont innocents ? Je crains que la réponse ne soit effroyable..."
(De combien d'injustices suis je coupable ?
Juge Lambert - Le Cherche Midi , 2014)

AU NOM DU

Une justice corporatiste en 8355 juges

Tout Français passé par la justice, même pour un simple divorce, en sort blessé. Il y a un problème judiciaire français. Certes, depuis toujours, mais aggravé depuis trois décennies. Le constat est connu :

1. Trois décennies de fiascos judiciaires :

- ◆ affaire de la Vologne et de Christine Villemain en 1984.
- ◆ affaire Outreau en 2004.
- ◆ affaire de collusion d'intérêts de magistrats au tribunal de Nice révélée par le procureur de Montgolfier.
- ◆ affaires récurrentes des gardes d'enfants

- ◆ affaires de manques de discernement tragiques même dans des cas de sécurité nationale et même chez des juges anti-terroristes avec l'exemple du Djihadiste franco algérien Adel Kermiche, libéré par une magistrate, avec en plus confirmation par une cour d'appel, et en final l'égorgeage d'un prêtre le 26 juillet 2016.

2. Des juges fragiles, sans expérience, manquant d'épaisseur (les "petits juges"), adossés à la presse, se répandant dans les médias et les livres, voire s'essayant à des carrières politiques (Halphen, Eva Joly...)

3. Impunité des juges à la probité ou moralité faisant doute (agressions sexuelles, violences, conduite en état d'ivresse., vol...), avec pour sanction le plus souvent un simple déplacement d'office discret

4. Les juges en caste endogamique, formatés et fermés dans leur école, seulement unis par leurs intérêts.

5. Les juges coupés du peuple, au nom duquel ils rendent pourtant leurs décisions, non représentatifs de la société française, ne rendant des comptes à personne d'extérieur, irresponsables de fait et s'autogérant eux mêmes, avec un Conseil supérieur de la magistrature.

Ils sont redevenus l'oligarchie corporatiste des Parlements d'Ancien Régime. Avec pour seul changement par rapport à 1788, le fait que maintenant seuls 20 % d'hommes sont diplômés de l'Ecole de Bordeaux.

PEUPLE FRANÇAIS

La justice rééquilibrée en 5 mesurés du Plan Maupeou

Tout comme on n'est pas opéré par la médecine, mais par un médecin précis, les gardes d'enfants, les prestations compensatoires, les emprisonnements ou la libération d'un djihadiste, ne sont pas décidés par une identité abstraite, la justice, mais par un juge précis, et encore plus précisément dans 80% des cas par une "jugesse".

Dès lors, comme tous les métiers ont leurs mauvais professionnels, il y a aussi de mauvais juges. Voire des chauffards de la conduite judiciaire qui font de temps à autre la une des journaux de la Vologne à Outreau.

Il faut donc protéger les français des risques judiciaires avérés en 5 mesures :

Mesure N° 1 - Désoligarchiser le recrutement : briser le monopole de l'École de Bordeaux.

Dans les tribunaux administratifs, des conseillers viennent de la gendarmerie, des préfectures, de la police, de la vraie vie. Dans l'ordre judiciaire endogamique, les juges sont très souvent d'anciennes étudiantes appliquées de la moyenne bourgeoisie, ayant lu une dizaine de manuels de droit.

C'est cette société judiciaire fermée qu'il faut décadenser pour que la France rentre dans les tribunaux par :

- ◆ La parité des générations et des sexes
- ◆ Et la mixité des professions.

Un tiers d'emplois de magistrats doit être ouvert sur l'extérieur : avocats, professeurs, fonctionnaires, officiers.

Mesure N° 2 - Démocratiser l'institution judiciaire : Election des 8 membres extérieurs du CSM à la proportionnelle sur liste nationale

Le Conseil supérieur de la magistrature garantit l'indépendance des juges en les autogérant.

Mais pour que les français s'approprient leur justice, que les juges sentent le souffle du peuple, et qu'ainsi un débat ait lieu sur la justice devant tout le pays, il faut que :

- ◆ Les 8 membres extérieurs du CSM soient élus chaque 5 ans, au scrutin de liste nationale à la proportionnelle intégrale, lors des législatives.

Mesure N° 3 : Dépister les juges fragiles : l'institution d'une période probatoire

1. Dans les affaires ayant accédé à la notoriété, le pays a découvert des juges immatures, rigides, des juges enfants comme le Congo connaît les "enfants soldats".

2. Cette situation est aggravée par la protection corporatiste amenant une couverture d'irresponsabilité.

◆ Ainsi, le CSM ne veut pas voir dans des décisions manquant outrancièrement aux devoirs de la charge une faute lourde exposant à sanction disciplinaire.

◆ L'oligarchie judiciaire a ainsi fait transférer sur les contribuables la responsabilité de ses turpitudes avec les lois de juillet 1970 et 1972, sur l'indemnisation des dommages causés par les juges.

◆ Le sommet fut atteint par l'arrêt de la Cour de Cassation du 23 février 2001, sur l'affaire Grégory parlant «*de l'inaptitude du service public de la justice à remplir sa mission*», alors que l'inaptitude était celle du juge de l'affaire.

3. Dès lors, pour éviter cela, de même qu'il y a un permis jeune, avec un A sur la voiture, et tout comme avant d'être

médecin on est interne, il faut une période judiciaire probatoire de 5 ans, avec un statut de juge stagiaire sous contrôle des justiciables et de leurs conseils, prenant la forme d'un droit automatique de récusation.

Mesure N° 4 - Responsabiliser les juges : protéger la vie des français par un droit de récusation automatique des juges ostensiblement inadaptés

◆ Alors que personne ne va chez un médecin de notoriété incompétent, 30 ans durant, jusqu'à sa retraite en 2014, des français ont du subir le juge de la Vologne dont ils savaient sa dangerosité.

◆ C'est que les cas où l'article 111-6 du Code de l'organisation judiciaire permet la récusation d'un juge sont très limités.

◆ Il faut donc, au moins pour les juges stagiaires, en CDD de 5 ans, que tout conseil puisse récuser un juge.

◆ Comme pour les mauvais médecins, les juges, de notoriété inconsistants, seront ainsi détectés. L'addition des récusations deviendra un indicateur d'inadaptation au service permettant au président du tribunal de prendre les mesures adaptées : du stage de reformation à l'exclusion.

Mesure 5 - Protéger la société des juges idéologues : sortir les familles des tribunaux :

Des milliers de décisions judiciaires sur les familles mettent des pères sur des grues et des enfants en difficulté.

Dans la France des attentats, l'Etat n'a pas à organiser les guerres familiales. Les contentieux familiaux doivent donc être dé-judicialisés et transférés à des *Maisons de la famille*, pour un traitement pacifique, dénouant les nœuds des conflits au lieu de les trancher.

Le lanceur d'alerte

De l'intérieur des médias des journalistes citoyens ne cessent d'alerter. Dès le 4 mars 1991, J.C. Guillebaud, président de *Reporters sans Frontières*, lors d'une émission «*Le point sur la table*» de TF1, avait dressé le bilan «*des mensonges médiatiques colossaux*» pratiqués lors de la 1ère guerre du Golfe.

◆ Un Observatoire, ACRIMED, mène aussi depuis 1995 une analyse critique des médias.

◆ Mais c'est François Ruffin, jeune journaliste qui avait révélé en 2003 les techniques de secte du Centre de formation des journalistes où «*il s'agit moins, disait-il, d'apprendre que d'accepter le dégoût de soi, de son travail, pour lequel on éprouve plus de honte que de fierté.*», il rapportait des extraits d'enseignement dans cette école : «*Dans un an, vous serez journalistes, confie un professeur. Vous entrez dans ce que j'appelle "le complot de famille", c'est-à-dire des règles qui peuvent scandaliser les gens mais, bon, c'est comme ça que la machine fonctionne, dans la célébration du vide, le mépris du public, la soumission aux pouvoirs, la quête du profit, l'information pré-mâchée comme seul horizon...*»

Au delà des prêches d'imams allumés, dans des mosquées salafisées, le danger pour notre liberté, parce qu'insidieux, instillé, c'est cette information qui nous pénètre contaminée, comme une amiante médiatique parasitant nos circuits neuronaux pareil à un pesticide Gaucho désorientant l'info des abeilles

L'oligarchie médiatique absolue :

En 4 dérives

Mégapouvoir, sans contrôle, les médias ont dérivé. Dominant tous les autres, leur irresponsabilité leur donne une telle nocivité qu'ils constituent le plus grand défi pour les démocraties.

1°) La domination sur les 3 autres pouvoirs

Parce que les médias sont mondiaux, ils dominent les trois autres pouvoirs, législatif, judiciaire, exécutif qui ne sont que nationaux et qu'ils influencent :

◆ *en les pénétrant* par de multiples couples constitués entre journalistes et ministres ou président .

◆ *en les inféodant*, parce que ce sont les médias, ouvrant ou fermant le robinet télévisé, qui fabrique Ségolène Royal "candidate présidentielle", qui font élire en une seule émission d'Arlette Chabot, le 9 dec 2010, Marine Le Pen présidente du FN, ou lancent avec *L'Express*, Emmanuel Macron.

◆ *en hypnotisant* les jeunes juges qui font fuiter les actes de procédures et courent les caméras.

2°) La manipulation et la désinformation

Tout comme la fraude fiscale va de la dissimulation artisanale jusqu'aux manœuvres frauduleuses complexes, la désinformation médiatique va des petits mensonges individuels, jusqu'à la désinformation massive : *L'infocide*.

◆ La guerre du golfe fut un sommet avec les faux bébés des couveuses tués au Koweït par les soldats irakiens ou les cormorans qu'ils auraient mazoutés.

◆ Mais dans les faux charniers de Timisoara, les médias français en décembre 1989, ont co-écrit le livre noir du mensonge :

-« 4 630 morts par torture » précisait un « envoyé spécial » de *Libération* ;

-« des bennes à ordures transportant d'innombrables cadavres vers des endroits secrets pour y être enterrés ou brûlés », rapportait une journaliste du *Nouvel Observateur* (28 décembre 1989) ;

-« Les chauffeurs de camions qui transportaient des mètres cubes de corps abattus par la police secrète », écrivait l'envoyé spécial de l'AFP (*Libération*, 23 décembre 1989).

-Gérard Carreyrou, un des maîtres du pouvoir médiatique, après avoir vu de telles images lançait sur TF1 un appel à la formation de brigades internationales pour partir « *mourir à Bucarest* ».

Une fois le président Ceausescu exécuté, *le Figaro* révélait, le 30 janvier 1990, que les cadavres étaient ceux de pauvres gens sortis de leur tombes et maquillés pour donner l'impression qu'ils avaient été torturés.

3°) L'opacité au service de leur irresponsabilité

Sur les médias champions de la transparence, nous ne savons rien. Comment se recrutent ils ? D'où sortent ils ? Pourquoi David Pujadas, Yves Calvi, plutôt qu'un autre ? Quels sont leurs financements, leurs chefs ? Ou même tout simplement leurs émoluments ?

Car enfin les journalistes qui donnent au centime près les indemnités des élus, combien eux sont ils payés ? Et quand ils nous laissent savoir, pour Jean-Marc Morandini, Saviel de la BBC ou Marc-Olivier Fogiel, on entrevoit le fonctionnement de ce pouvoir.

4°) La quadruple dangerosité du pouvoir médiatique

◆ Par l'*infantilisation* des débats binaires.
◆ L'*inféodation* aux idéologies dominantes, tel le culte du marché planétaire.
◆ Et surtout l'exaspération des tensions, par la logique de ce pouvoir ne fonctionnant que sur les émotions.

L'oligarchie médiatique porte en elle les aventures guerrières qu'elle a soutenues et promues en Irak, en Libye et partout où la méga machine planétaire où elle s'insère décide d'aller pour ses intérêts.

L'oligarchie médiatique limitée :

En 3 réformes du Plan Janus

Parce que les médias appartiennent de plus en plus à de grands groupes mondialisés associant média et Internet, les États doivent au plus vite les traiter en pouvoir à constitutionnaliser, avec un regard sur la formation de leurs gens et une participation citoyenne à leur contrôle.

1. La solution symbolique majeure :

La constitutionnalisation du pouvoir médiatique

◆ Certes, des constitutions visent déjà les médias. Celle du Portugal, qui y consacre ainsi 4 articles, sur leur liberté, la création d'une Haute-autorité de la communication sociale ou les droits de réplique pour les partis.

◆ Mais le pouvoir médiatique bien que dominant les 3 autres déjà constitutionnalisés, reste, lui, en dehors des constitutions, dans un absolutisme absolu. Alors que les monarchies de droit divin, même celle du commandeur des Croyants au Maroc, sont devenues limitées en étant constitutionnalisées.

◆ La France doit être la première démocratie à inscrire dans sa Constitution un nouveau titre, après celui du Président, du gouvernement et du Parlement, intitulé *Du Pouvoir médiatique*, avec trois articles, 51-2 à 51-4, sur le recrutement des acteurs de ce pouvoir, son fonctionnement et son contrôle.

2. La solution technique efficace :

La mise aux normes démocratiques des écoles de journalisme

◆ Comme pour la magistrats et les imams, il faut oxygéner leur formation.

◆ Pas plus qu'elle ne pourra continuer à ignorer la formation culturelle des imams, la République qui s'intéresse à la formation d'un instituteur pour protéger l'avenir du millier d'enfants qu'il aura à instruire en 30 ans de car-

rière, ne peut se désintéresser de la formation d'un journaliste qui aura 3 millions de téléspectateurs en 30 minutes d'émission !

◆ C'est la condition pour arriver à une «*écologie de l'information*» débarrassée de la pollution des mensonges.

3. La solution politique audacieuse :

Le contrôle du pouvoir médiatique par une Cour Citoyenne des Médias.

◆ Si depuis 89 «*la Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration*», elle ne peut laisser incontrôlés les médias mêmes privés, parce que l'information, comme l'air et l'eau, est un bien public.

◆ Certes, il y a déjà le CSA. Mais c'est insuffisant, parce que les nouvelles technologies jettent sur la démocratie les filets dérivant du Big Data, capturant les votants de la présidentielle comme des bancs de morues électorales.

◆ Dès lors, le contrôle du pouvoir médiatique doit embrasser l'ensemble de ce problème qu'il pose à la République, avec une *Cour Citoyenne des Médias* qui comportera, comme le Conseil supérieur de la magistrature, des représentants élus à la proportionnelle de liste nationale.

◆ Cela amènera 3 effets majeurs :

- *Pour la démocratie* : Un débat national régulier sur l'information du pays.

- *Pour les journalistes* : une vraie indépendance puisqu'ils pourront s'appuyer sur la CCM pour résister aux pressions de leurs groupes économiques.

- *Pour le pays* : la Cour citoyenne va provoquer un choc pédagogique désacralisant les médias, parce que le contrôle leur enlèvera l'aura de l'irresponsabilité et raccourcira le statut de *petits caïds de l'écran qui dealent chaque jour de l'info orientée*.

4 PROBLÈMES IMBRIQUÉS

D'où 4 solutions différentes

: IMMIGRATION, INSÉCURITÉ...

1960 - 2016 :

La fabrication des 4 problèmes

Le problème de l'immigration n'est pas tombé du ciel. C'est en 4 décennies qu'il a été fabriqué. De 1918 à 1948, il n'y avait par exemple que 20.000 travailleurs marocains en France et 5.000 tunisiens en 1954.

A partir de la décennie 60, la vague migratoire a été sciemment enclenchée.

Avec ses effets boule de neige, sécuritaires, islamistes et terroristes, qui eux n'avaient pas été anticipés par l'angélisme exterminateur des grands pro-migrateurs.

Le terrorisme fabriqué en 4 étapes

1ère étape 1960- 1970 : LA MISE EN PLACE DU PROBLÈME PAR L'IMMIGRATION

Amorcée dans les décennies 60 et 70 par les industriels de l'automobile et du bâtiment, avec par exemple 515 600 immigrés algériens supplémentaires de 1958 à 1977, l'immigration devient problème.

2ème étape 29 avril 1976 : L'EXPLOSION DU PROBLÈME PAR LE REGROUPEMENT FAMILIAL

◆ En une seule décision, le décret du 29 avril 1976, Jacques Chirac organise le regroupement familial, le problème de l'immigration vient d'exploser.

◆ Aussitôt, des dizaines de milliers de femmes et d'enfants arrivent sur les services sociaux débordés, les HLM insuffisants, avec les bidonvilles se créant.

◆ Au point que Raymond Barre doit suspendre, pour 3 ans, par un décret du 10 nov 1977, le regroupement.

◆ Mais le Conseil d'Etat, sur recours de la CGT et CFDT, annule, par un arrêt GISTI, du 8 déc 1978, ce décret, rétablissant la vague migratoire familiale.

3ème ETAPE 1978 : LA SUSPENSION DU SERVICE NATIONAL DETRUIT L'OUTIL D'INTEGRATION

La loi du président Chirac, du 28 octobre 1997, suspend le service obligatoire, détruisant un vecteur d'intégration au moment où les décisions pédagogiques post-1968 détériorent le creuset de l'école.

4ème étape depuis 1991 : LES CONFLITS DU MOYEN ORIENT TRANSPROPOSENT LE CONFLIT EN FRANCE

◆ En participant le 16 janvier 1991 à la destruction de l'Irak et à ses 100 000 morts, plus la génération d'enfants sacrifiés par l'embargo alimentaire, F. Mitterrand a envoyé sur les écrans des banlieues les premières images de la violence, du fort contre le faible, qui vont casser l'unité éthique de la France en deux camps: celui qui 15 ans après pleurera le Bataclan et celui qui en silence le comprendra, celui qui pourra dire «Je suis Charlie» et celui qui pensera sans parler «Je suis palestinien».

◆ C'est qu'à partir de 1991, l'avalanche des images télévisées du président Irakien pendu le 30 décembre 2006, des enfants palestiniens tués, de l'assassinat du président Khadafi le 20 décembre 2011 ou des bombardements de la seconde guerre du golfe, ont instillé dans les têtes des banlieues, les ressentiments d'injustice, d'indignation.



...ISLAMISME, TERRORISME...

2017 - 2022

Les solutions aux 4 problèmes

Les solutions aux migrations

1 - Mur et retour : les deux illusions.

◆ **Le retour** a déjà été essayé sous le président Giscard d'Estaing avec une prime de 10.000 Frs qui n'a suscité que 90.000 départs sur les 500.000 attendus.

◆ **Le Mur**, le "Limes", a déjà été élevé par les Romains sur le Danube et le Rhin, mais les barbares l'ont quand même franchi.

2 - Maghreb et Méditerranée : les deux stabilisations.

Une grande politique méditerranéenne, voir les pages 44 et 46.

3 - Afrique : le traitement au fond.

De Dunkerque à Kinshasa, un communauté francophone de destin (voir page 48).

Les solutions à l'insécurité et au terrorisme

1 - Certes, il faut un carré répressif (Art. 25 CC) avec le renforcement budgétaire et en effectifs :

- ◆ **Du renseignement enfin** revenu à la proximité ;
- ◆ **Des forces de police** libérées de l'idéologie "anti-flics" ;
- ◆ **Des juges** rendus au peuple ;
- ◆ **Des prisons** qui n'incuberont plus la radicalité dans les cellules et cours de promenade.

2 - Mais il faut surtout un éloignement curatif.

- ◆ **Des prisons délocalisées outre-mer.**
- ◆ **Le centre de la seconde chance aux Kerguelen** plutôt que de situer en métropole les centres de déradicalisation (voir page 15), bouillons de culture de Manuel Valls.

Les solutions à l'islamisme

1 - L'inspiration : le modèle marocain d'un Islam politiquement maîtrisé (voir page 32).

Au Maroc, l'Islam est suffisamment institutionnalisé pour être politiquement maîtrisé.

2 - Islam et laïcité, réinterpréter deux sacrés

Pour l'Islam, depuis 900 ans et son théologien Al Ghazali, il y a blocage du travail d'interprétation. Le texte veut résister à la disparition du contexte.

Quant à la Laïcité, elle doit aussi réinterpréter la lettre de son texte de 1905. En effet, reposant sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, elle marche avec la chrétienté, dont elle est issue sans se l'avouer, mais elle est en souffrance face à l'Islam, dont la force gravitationnelle théologique l'aspire pour la fondre dans l'unicité de sa divinité.

C'est le défi de la République.



L'Islam de France : le constat

Sur l'islam en France tout a été écrit. Mais en final on ne sait même pas le nombre de musulmans, les estimations oscillant, selon un rapport 2016 du Sénat, entre 4 et 7 millions de personnes. Comme on ne sait pas non plus la réalité du financement de 2450 mosquées de l'économie et de la fiscalité de la filière Hallal ou de l'enseignement musulman privé.

1) L'improvisation observée des islams désordonnés

Il y a les islams turcs, algériens, marocains à Evry, sans parler de l'islam salafiste. S'ajoute la diversité des imams, entre les détachés, comme les 151 turcs ou les 120 algériens, les 299 psalmodieurs occasionnels qui arrivent chaque année pour le ramadan, sans parler le français, les salariés et les bénévoles.

Comme il n'y a pas de formation pour devenir imam, on a aussi des imams bricolés en autodidactes ; à formation aux universités, Al-Azhar au Caire, ou à l'Institut Razali de Paris ; à formation opacifiée à St Léger de Fougeret dans la Nièvre ; à formation externalisée à l'étranger, où après avoir déjà remis les banlieues aux grands frères, l'Etat remet aussi la formation des imams aux grands voisins marocains, algériens ou turcs.

A côté de cette disparité, avec des imams au RSA et des savants, «faqih», à culture théologique, il y a l'islam en Belgique rémunéré, et l'islam Marocain maîtrisé qui donne le modèle à suivre.

2) L'organisation à suivre : L'islam marocain maîtrisé

Même commandeur des croyants, sa Majesté Mohammed VI, pareil à son père le Roi Hassan 2, ne reste pas les bras religieux croisés. A l'intérieur comme à l'extérieur, l'Islam n'est pas laissé la bride sur le cou, avec l'Etat indifférent. Il est organisé pour rester dans « le juste milieu » (*wassatiya*) avec :

- ◆ Un ministre des affaires islamiques permanent depuis 2002
- ◆ L'institut Mohammed VI de formation des imams à Rabat, au budget de 14 millions d'euros, qui accueille 400 élèves venus du Maroc, d'Afrique et de... France.
- ◆ Une Chaîne coranique, Assadissa, présente sur la TNT et le satellite.
- ◆ La *fondation Mohammed VI* des oulémas africains, pour maîtriser l'Islam de Rabat à Libreville.



Gallicaniser l'Islam : le projet

Les trois mesures à prendre pour l'Islam intégré

Si l'on veut un islam intégré, il faut 3 mesures, nécessaire, révolutionnaire et salutaire, pour l'organiser.

1) La Mesure clé : Une formation sous langue et souveraineté française avec :

◆ **Trois objectifs :** Sortir du vide des formations actuelles ; avoir des imams citoyens face à leurs responsabilités sociales ; avoir des imams savants face à la réinterprétation de leurs textes sacrés.

◆ **Un outil :** Une *Université méditerranéenne des religions* à installer à Montpellier, désignée par son histoire et sa géographie carrefour, avec un statut d'établissement public international à financement euro-méditerranéen.

2) La Mesure révolutionnaire : Le financement public français souverain contre le financement islamique étranger.

La République « ne subventionne aucun culte ». Pour éviter alors le financement de l'islam par l'étranger, on a inventé une Fondation pour les œuvres de l'islam.

Il lui faut des fonds. Ils existent dans le Coran avec la Zakat, impôt dû par les musulmans. Il ne reste plus qu'à l'habiller juridiquement, pour l'orienter.

Un modèle existe, c'est Le Kirchensteuer allemand, l'impôt d'église payé volontairement, sur le support public de la déclaration de

revenus. Retenu à la source par l'employeur sur le traitement, sauf refus, il faut le transposer pour financer la fondation qui financera les formations et les constructions. *Avec le principe les prieurs sont les payeurs.*

3°) La mesure salutaire : avoir une diplomatie de suggestion d'un accord de Latran musulman.

Si le Saint-Siège est devenu indépendant de l'Etat italien par l'accord de Latran du 11 février 1929, les musulmans, dans l'intérêt de la paix, doivent penser rendre le "saint-siège" de l'islam indépendant de la Monarchie saoudienne wahhabite.



Prisons : la honte et l'inefficacité...

◆ Il y a 187 prisons réparties en Maison de détention pour les longues peines, maisons centrales pour les peines supérieures à 2 ans et les maisons d'arrêt pour les prévenus non jugés et les peines inférieures à 2 ans.

◆ Ces prisons surpeuplées, avec 68 819 détenus pour 58807 places, sont connues : des cellules de 9 m², avec chacune jusqu'à 4 matelas sur des sols sales, des bouillons de culture avec champignons, puces, punaises, dans les effluves d'urine des cuvettes à 80 cm de la bouche des dormeurs, des caïds, de la drogue, l'islamisation, la psychiatrisation, la sodomisation dénoncée par Le Floch Prigent, les immondices, les rats, les révoltes régulières, parce que les seules choses dorées dans ces favellas pénitentiaires ce sont les staphylocoques.

Pour Bouygues, Sodexo, GDF, Suez : LES PRISONS EN OR

◆ L'incarcération est un business. trois groupes se partagent ce marché lucratif de la gestion des prisons : Sodexo qui en gère 36, avec sa filiale

Siges et un contrat d'un milliard pour 8 ans ; GDF-Suez, avec sa filiale Gepsa qui a un lot de 6 prisons et un contrat de plus de 22 millions, et Bouygues à qui Rachida Dati a confié trois prisons, un contrat de 48 millions d'euros ou 1,8 milliard pour la durée du contrat de 27 ans. Sans parler de la prison de Rennes où 12 détenues travaillent pour Bouygues Télécom...

◆ Ces sociétés ont inscrit dans les contrats des pénalités sur le ministère de la justice lorsque le taux d'occupation de leurs prisons dépasse 120 %. Ce taux étant facilement atteint, les bénéfices des sociétés gonflent... à mesure que les prisons se remplissent.

◆ A terme, cette logique de prisons privatisées va nous faire dériver vers le modèle américain, où les sociétés corrompent parlementaires et opinions pour des politiques répressives, augmentant les emprisonnés et donc le C.A des sociétés qui les gèrent

◆ Ces sociétés rémunèrent le travail carcéral à 3 euros bruts l'heure.

L'efficacité : la prison sans murs

le Plan Rimbaud

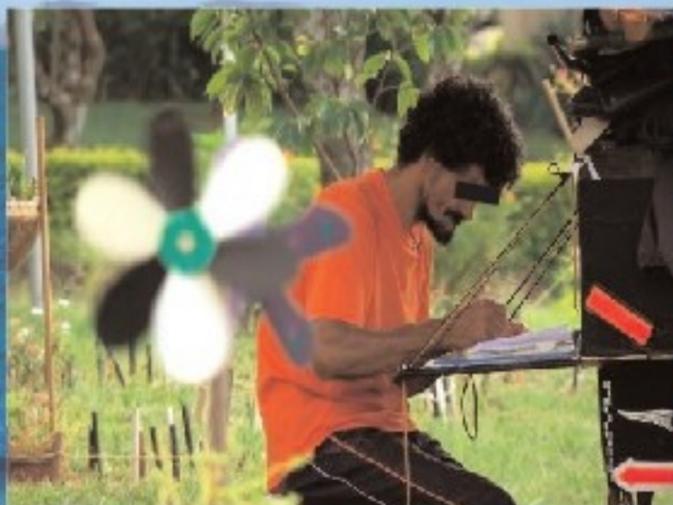
La prison est un modèle daté et inefficace. Financièrement d'abord, puisqu'en 2016 le budget s'élevait à 2,6 milliards pour 27.000 surveillants dans 187 établissements. Socialement ensuite puisque la prison ne fait que multiplier les maux qu'elle est censée réduire. A 32.000 euros de coût annuel par détenu, la solution innovante n'est pas dans la construction infinie de nouvelles prisons mais dans l'organisation de "milieux ouverts".

Petits et moyens délinquants En milieu ouvert France outre-mer

En 2016 déjà, 172.007 condamnés sont en milieu ouvert. C'est la solution à généraliser pour tous les condamnés à de "petites peines" évitant ainsi l'impunité du fait du **trop plein des prisons**.

- ◆ Toutes les *petites peines* seront transformées en assignation outre-océan pour permettre par l'éloignement, la décantation, la réflexion et la responsabilisation.

- ◆ Les assignés sous le contrôle des éducateurs et sous bracelet électronique meneront une vie professionnelle et sociale responsable.



Grands délinquants sans crime Sur l'île de Langlade

Les grands délinquants, sans crime de sang, accompliront leur temps de peine sur les 90.000 hectares de l'île de Langlade, à proximité de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Crimes de sang et terroristes... Kerguelén et Terres Australes

Sur la superficie de la Corse les Kerguelén comptent 300 îles. Les grands délinquants et les terroristes vont y connaître l'éloignement salutaire nécessaire et la sortie du bouillon de culture de nos prisons islamisées, sur nos terres australes où doit se bâtir l'éco-ville du futur.

Optimiser le personnel pénitencier

Les 27 000 surveillants du personnel pénitencier, aujourd'hui utilisés dans des tâches difficiles sinon stérilisantes, vont connaître quatre affectations volontaires positives, en plus des 5.000 personnels affectés aux encadrements à Langlade et aux Terres australes :

- ◆ Reconversion dans les services des douanes ;

- ◆ Reconversion en carrière internationale dans les services européens de l'ex FRONTEX pour la surveillance des frontières extérieures ;

- ◆ Mutation dans les services de Police ;

- ◆ Possibilité de reconversion dans les services de l'Education nationale ou la sécurité civile.

La France a déjà donné aux hommes de la terre le principe juridique de souveraineté avec lequel les 197 Etats du monde se sont organisés, le système métrique, avec lequel les humains mesurent, pèsent et évaluent tout ce qui existe sur la planète et même la TVA que 154 Etats du monde, pour se financer, ont appris de la France

Il faut maintenant que le génie de la France, une fois de plus, invente et donne aux sociétés humaines, l'outil juridique nouveau qui va permettre de traiter planétairement les problèmes planétaires sur lesquels les politiques nationales ont jusqu'ici échoué.

Parce que de même que les mécaniciens ne peuvent plus réparer avec des clés à molette, des clés à pipe et des tournevis, les voitures électroniques d'aujourd'hui, les mécaniciens politiques nationaux ne peuvent plus traiter nationalement, avec leurs vieilles boîtes à outils politiques, nos grands problèmes migratoires climatiques, agricoles, fiscaux islamistes, économiques, qui se sont mondialisés.

A problèmes planétaires il faut des règles planétaires. Comme c'est d'ailleurs déjà le cas. Ainsi les avions d'Air France, de la RAM, comme de toutes les compagnies existantes, décollent, volent et at-

terrissent, selon des règles mondiales appliquées par les commandants de bord nationaux.

2. Une lettre postée aux Etats Unis voyage selon des règles mondiales, avant d'être livrée chez nous par un facteur de notre poste nationale.

Il faut maintenant que le génie de la France, une fois de plus, invente et donne aux sociétés humaines, l'outil juridique nouveau qui va permettre de traiter planétairement les problèmes planétaires sur lesquels les politiques nationales de tous les pays ont jusqu'ici échoué.

3. En mer du nord, des centaines de cargos de tous les pavillons naviguent tous les jours sur des rails maritimes fixés par des règles mondiales, mais appliquées par des commandants nationaux.

4. Les penalty ou les corner, sur tous les terrains de football de la terre, sont tirés selon des règles mondiales, mais contrôlées par des arbitres nationaux

Eh bien il doit en aller de même pour le football fiscal ! Les multinationales (Google, Microsoft, Amazon,, Starbucks, etc..) doivent être assujetties à des règles mondiales d'impôts sur les sociétés appliquées par les administrations fiscales nationales.

Pour mettre fin à jamais à l'évasion fiscale planétaire à l'origine d'un gigantesque chaos...

Ainsi, juste avec les recettes fiscales récupérées, on pourrait diminuer de 30% l'imposition des entreprises françaises...